

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.		60 fr.
Pays à plein tarif 120 fr.		70 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1945		
22 décembre	— Décret N° 45-0137 portant suppression en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo, à la Côte Française des Somalis, à Madagascar et Dépendances et en Nouvelle-Calédonie des sanctions ordinaires de l'indigénat. (Arrêté de promulgation N° 46 CAB. du 18 janvier 1946)	96

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945		
26 décembre	— N° 3961 SE. — Arrêté fixant les valeurs FOB des conserves de poissons destinées à l'exportation hors des territoires de l'A.O.F.	97
1946		
10 janvier	— N° 129 SE. — Arrêté fixant les prix à l'exportation des cotons de la campagne 1945-46	98
11 janvier	— N° 137 CM/3. — Arrêté relatif à la démobilisation de certaines catégories de réservistes	99

ACTES DU GOUVERNEMENT DU DAHOMEY

1946		
9 janvier	— N° 32 APA. — Arrêté relatif à la composition de la commission prévue à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1927.	99

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945		
1 ^{er} mars	— N° 115 TPT. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 68 F. du 5 février 1944 sur les indemnités et allocations professionnelles	99

1 ^{er} mars	— N° 146 TPT. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 70 F. du 5 février 1944 fixant la réglementation des travaux et heures supplémentaires.	100
27 novembre	— N° 683 D. — Arrêté modifiant la quotité du droit de sortie sur les bois	100
18 décembre	— N° 724 F. Arrêté relatif au régime de la solde et des allocations accessoires des cadres locaux européens du Togo.	101
18 décembre	— N° 725 F. — Arrêté relatif à la majoration de traitement de 25 % allouée aux personnels des cadres locaux européens du Togo d'origine africaine.	102
1946		
11 janvier	— N° 33 P. — Arrêté modifiant l'article 3 de l'arrêté N° 291 P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des infirmiers et infirmières du Togo	102
12 janvier	— N° 36 AE. — Arrêté portant rectification du prix d'achat du tapioca pour la récolte 1946.	102
14 janvier	— N° 38 CPT. — Arrêté rendant provisoirement exécutoire le budget de l'Exploitation du Chemin de fer et du Wharf du Togo, annexe du budget local, pour l'exercice 1946.	103
14 janvier	— N° 39 F. — Arrêté fixant pour l'année 1946 les taux journaliers des allocations aux enfants métis.	103
15 janvier	— N° 41 APA. — Arrêté portant désignation et constitution des bureaux de vote dans les secteurs électoraux du territoire pour l'élection complémentaire du 10 février 1946.	103
16 janvier	— N° 42 AE. — Arrêté fixant le prix de vente des hydrocarbures.	104

17 janvier	— No 45 F. — Arrêté portant approbation du budget de la Chambre de commerce du Togo — exercice 1946.	104
17 janvier	— No 18 TP. — Décision fixant la valeur des index dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le premier semestre 1946.	104
19 janvier	— No 48 AE. — Arrêté fixant le prix des huiles industrielles mises en vente par la Maison R. Eychenne.	105
19 janvier	— No 50 P. — Arrêté fixant les salaires des agents auxiliaires des cercles, services et bureaux du territoire du Togo.	105
20 janvier	— No 52 APA. — Arrêté déterminant certaines infractions punies par les peines de simple police.	106
20 janvier	— No 53 APA. — Arrêté déterminant certaines infractions punies par les peines de simple police.	106
20 janvier	— No 54 APA. — Arrêté déterminant certaines infractions punies par les peines de simple police.	106
20 janvier	— No 55 APA. — Arrêté déterminant certaines infractions punies par les peines de simple police.	107
20 janvier	— No 56 APA. — Arrêté déterminant certaines infractions punies par les peines de simple police.	107
20 janvier	— No 57 APA. — Arrêté déterminant certaines infractions punies par les peines de simple police.	107
20 janvier	— No 58 AE. — Arrêté portant fixation des prix maxima des transports automobiles de marchandises.	108
22 janvier	— No 62 CAB. — Arrêté portant nomination des membres du conseil privé du Togo.	108
23 janvier	— No 77 PTT. — Arrêté fixant les taxes téléphoniques dans les communications échangées entre certains bureaux du Togo d'une part et certains bureaux de la Gold-Coast d'autre part.	108
Personnel	109
Divers	120

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1946

8 janvier	— No 107 F I. — Décision fixant le prix de l'or titré.	121
-----------	--	-----

COMMUNE MIXTE DE LOMÉ

1945

19 décembre	— No 21 — Arrêté municipal portant création d'un marché.	122
-------------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et Communications

Avis (Examens professionnels)	122
Domaines	123
Avis de vente	125
Avis	125

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Indigénat

ARRETE No 46/Cab. du 18 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires, promulgué au Togo le 23 mai 1923;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret No 45-0137 du 22 décembre 1945 portant suppression en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo, à la Côte Française des Somalis, à Madagascar et Dépendances et en Nouvelle Calédonie des sanctions ordinaires de l'indigénat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 22 décembre 1945.

Monsieur le Président,

Le régime de l'indigénat, qui comporte l'application par voie administrative de sanctions pénales aux autochtones des territoires français d'outre-mer, a pu être justifié par la nécessité où se trouvaient les autorités locales, dans les débuts de la colonisation, de réprimer rapidement et par une procédure sommaire certaines atteintes portées à l'ordre public. A mesure que les populations de ces territoires évo-

luaient au sein de l'Empire, ce régime a laissé apparaître de nombreux inconvénients et maintes mesures de détail sont venues successivement en atténuer les dispositions.

C'est ainsi que les décrets du 15 novembre 1924, du 16 mai 1938, du 12 octobre 1938 et du 12 octobre 1945 ont remanié cette institution et ont soustrait aux peines de l'indigénat diverses catégories d'autochtones.

Une nouvelle étape a été marquée par la conférence de Brazzaville, et c'est pour répondre aux recommandations de cette conférence qu'une circulaire ministérielle du 6 août 1945 a prescrit aux chefs de nos territoires d'outre-mer de n'appliquer les sanctions de l'indigénat que dans des cas exceptionnels.

Toutefois, pour atténuer qu'il soit par des restrictions ou des exemptions, le régime de l'indigénat n'en subsiste pas moins dans son principe. Symbole d'un état désormais dépassé de notre politique coloniale, il retarde l'établissement d'un régime normal où l'intervention judiciaire doit être de règle. Il ne se justifie plus au moment même où les territoires de la communauté française ont été appelés à désigner des députés qui, élus par les citoyens et les non-citoyens, participent avec leurs collègues de la métropole à l'élaboration de la nouvelle constitution. Il apparaît enfin, aux yeux des populations qui ont évolué sous la protection de notre drapeau, comme une institution anachronique dont elles désirent ardemment la suppression.

L'abrogation, à compter du 1^{er} janvier 1946, des peines ordinaires de l'indigénat, aura pour effet de transférer à l'autorité judiciaire la répression des infractions qui font actuellement l'objet de sanctions administratives.

Tel est l'objet du décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Jacques SOUSTELLE.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 30 septembre 1887 relatif à la répression des infractions commises par les indigènes non citoyens français;

Vu le décret du 24 mars 1923, déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu le décret du 8 août 1924 déterminant au Cameroun l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu le décret du 15 novembre 1924, portant réglementation des sanctions de police administrative en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, à Madagascar et à la Côte française des Somalis;

Vu le décret du 26 décembre 1924 modifiant le décret du 15 novembre 1924 réglementant les sanctions de police administrative en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, à Madagascar et à la Côte française des Somalis;

toriale française, à Madagascar et à la Côte française des Somalis;

Vu le décret du 30 novembre 1926 portant modification à celui du 15 novembre 1924 réglementant les sanctions de police administrative indigène;

Vu le décret du 12 mars 1937 portant réglementation des sanctions de police administrative applicables aux indigènes non-citoyens français en Nouvelle-Calédonie et dépendances;

Vu le décret du 18 août 1941 abrogeant le troisième alinéa de l'article 2 du décret du 15 novembre 1924;

Vu le décret du 17 juillet 1944 instituant un code pénal indigène pour l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo;

Vu le décret n° 45-889 du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents supérieurs et chefs de territoires;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est supprimé, à partir du 1^{er} janvier 1946, le régime de l'indigénat tel qu'il est défini par les dispositions suivantes, savoir :

1^o — Articles 1^{er} à 20 du décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

2^o — Articles 1^{er} à 20 du décret du 8 août 1924 déterminant au Cameroun l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

3^o — Articles 1^{er} et 3 du décret du 30 septembre 1887 et articles 1^{er} à 21 du décret du 15 novembre 1924 et les dispositions modificatives subséquentes, portant réglementation des sanctions de police administrative en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, à Madagascar et à la Côte française des Somalis;

4^o — Articles 1^{er} à 13 du décret du 12 mars 1937 portant réglementation des sanctions de police administrative applicables aux indigènes non-citoyens français en Nouvelle-Calédonie et dépendances.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 22 décembre 1945,

C. DE GAULLE.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le Ministre des Colonies,
Jacques SOUSTELLE.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Conserves de poissons

ARRETE N° 3961 S.E. du 26 décembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 », complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Colonies;

Vu l'arrêté n° 1680 S.E. du 3 mai 1943, modifiant l'article 2 de l'acte susvisé du 14 mars 1942;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944, attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix issue de l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » précédemment validée par l'ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu les arrêtés généraux réglementant les conditions de fabrication et d'exportation du poisson préparé, et, notamment, les arrêtés n° 2727 S.E. du 1^{er} août 1941, n° 4447 S.E. du 17 novembre 1941;

Vu l'arrêté N° 592 S.E. du 22 février 1945 modifié par l'arrêté n° 1441 S.E. du 14 mai 1945;

Vu l'arrêté n° 3273 S.E. du 24 octobre 1945, fixant les prix FOB des conserves de poissons à huile destinées à l'exportation hors de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe B de l'article 1^{er} de l'arrêté N° 3273 S.E. du 24 octobre 1945, fixant les valeurs FOB. des conserves de poissons destinées à l'exportation hors des territoires de l'A.O.F. est abrogé et remplacé comme suit :

« B. — En boîtes rondes de format $\frac{1}{2}$ thon huile ou $\frac{1}{2}$ haute légumes » :

« a) Sardinelles et autres poissons étêtés, queue ébarbée, avec peau et arêtes, présentés entiers ou en darnes, à l'huile et aux aromates :

« Qualité extra	2.406 »
« Première qualité	2.334 »
« Qualité courante	2.262 »

« b) Thons ou autres gros poissons voisins, en tranches, à l'huile et aux aromates :

« Qualité extra	3.229 »
« Première qualité	3.058 »
« Qualité courante	2.621 »

« c) Filets de thons ou autres gros poissons voisins, à l'huile et aux aromates :

« Qualité extra	3.058 »
« Première qualité	2.943 »
« Qualité courante	2.769 »

« d) Parpelettes de thon ou autres gros poissons voisins, à l'huile et aux aromates :

« Première qualité	2.769 »
« Qualité courante	2.652 »

« e) Miettes de thon et autres gros poissons voisins, à l'huile et aux aromates 2.077 ».

ART. 2. — Le paragraphe B de l'article 2 de l'arrêté n° 3273 S.E. du 24 octobre 1945 est abrogé et remplacé comme suit :

« B. — Les valeurs FOB. des conserves de poissons à l'huile vendues dans les boîtes rondes autres que les $\frac{1}{2}$ thon huile ou les $\frac{1}{2}$ haute légumes seront calculées en multipliant la valeur FOB. correspondant au format $\frac{1}{2}$ thon huile ou $\frac{1}{2}$ haute légumes, par les coefficients suivants :

« Caisse de 100 boîtes :	
« $\frac{1}{6}$ thon huile	0,39
« $\frac{1}{4}$ thon huile	0,42
« $\frac{1}{3}$ thon naturel	0,55
« $\frac{1}{3}$ thon huile	0,64
« $\frac{4}{4}$ légumes	2

ART. 3. — Les Gouverneurs des colonies du Groupe, l'Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances et le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 26 décembre 1945.

Pour le Gouverneur Général et par délégation,
Le Gouverneur, Secrétaire Général,

Y. DIGO.

Colon

ARRETE N° 129 S.E. du 10 janvier 1946.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 », complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Colonies;

Vu l'arrêté 1680 S.E. du 3 mai 1943, modifiant l'article 2 de l'acte susvisé du 14 mars 1942;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944, attribuant pour le décret à la réglementation sur le régime des prix, issue de l'acte dit « loi du 14 mars 1942 »; précédemment validé par l'ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu le câblogramme ministériel N° 3939 AE/1 du 19 décembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur FOB port d'embarquement du coton fibres de la campagne 1945-46 et destiné à l'exportation hors des territoires de l'A.O.F. est ainsi fixée à la tonne, en balles pressées et cerclées :

A. — En provenance de Côte d'Ivoire :

	Francs
Qualité Ishan sélectionné	24.000
— Ishan ordinaire	22.000
— Budi indigène	18.700
— Budi amélioré	21.000
— Barbadiense	21.900
— Allen sélectionné	24.800
— Allen amélioré	23.050
— Allen indigène	21.500

B. — En provenance du Togo :

qualité Sea Island 22.000 francs

C. — En provenance du Dahomey :

qualité tout venant 22.300 francs

D. — En provenance du Soudan :

qualité Allen sélectionné	31.227
qualité Budi sélectionné	28.528
qualité tout venant	23.520
qualité N'Kourala	27.082

ART. 2. — Les Gouverneurs de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Soudan, le Gouverneur administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, et le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 10 janvier 1946.

*Pour le Gouverneur Général et p. d.,
Le Gouverneur, Secrétaire Général*

Y. DIGO.

Démobilisation

N° 137 CM. 3 — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

11 janvier 1946. — Les réservistes officiers (à l'exception de ceux du service de santé) appartenant aux classes 1931 à 1935 seront démobilisés le 1^{er} février 1946.

ACTES DU GOUVERNEMENT DU DAHOMEY

Elections

ARRETE N° 32 APA. du 9 janvier 1946.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
GOUVERNEUR DU DAHOMEY,

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840, rendue applicable à la colonie par décret du 10 mars 1893;

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 modifiée par celle du 9 octobre 1945;

Vu la loi du 21 juillet 1927 et notamment ses articles 8, 9, 10, 11, 12 et 14;

Vu l'arrêté général du 30 août 1945 et notamment son article 2;

Vu les arrêtés locaux 1526 du 24 septembre et 1556 du 2 octobre 1945 relatifs aux attributions, au fonctionnement de la commission prévue à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1927;

Vu le décret du 29 décembre 1945 convoquant les collèges électoraux des citoyens du Dahomey-Togo pour le 10 février 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la circonscription électorale Dahomey-Togo et 15 jours au moins avant le premier tour de scrutin pour l'élection complémentaire prévue à l'article 2 du décret du 29 décembre 1945 susvisé, sera constituée une commission composée :

du Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Cotonou : *Président*.

du Chef du Service des P.T.T. du Dahomey ou de son représentant

du Chef du Service des P.T.T. du Togo ou de son représentant

du Chef du Bureau des A.E. du Dahomey ou de son représentant

du Chef du Bureau des A.E. du Togo ou de son représentant

du Greffier en Chef près le Tribunal de 1^{re} Instance de Cotonou : *Secrétaire*.

et des candidats en présence ou de leur mandataire à raison d'un par candidat.

Cette commission se réunira au Palais de Justice de Cotonou sur convocation de son président.

ART. 2. — L'organisation, le fonctionnement et les attributions de cette commission demeurent tels qu'ils ont été définis par l'arrêté 1526/APA. du 24 septembre modifié en ses articles 1^{er} et 3 par l'arrêté 1556/APA. du 2 octobre 1945.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 9 janvier 1946.

DE VILLEDEUIL.

Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 40. Cab. du 15 janvier 1946.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Indemnités

ARRETE N° 115 TPT. du 1^{er} mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires du personnel colonial notamment en son article 90 bis et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 27 septembre 1943, relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires et agents en service en A.O.F.;

Vu l'arrêté n° 68 F. du 5 février 1944, sur les indemnités et allocations professionnelles;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du Ministre des Colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du tableau annexé à l'arrêté n° 68 F. du 5 février 1944 susvisé — paragraphe D. Indemnités professionnelles — 8^e Gratifications — sont abrogées et remplacées par les suivantes :

8^e (nouveau) Gratifications

Cette indemnité a pour but de récompenser le zèle apporté par les agents dans l'exécution du service au cours de l'année.

Elle est attribuée au personnel du service des transports suivant les modalités définies par un règlement intérieur du Directeur du Réseau approuvé par le Commissaire de la République.

Chaque année, le Commissaire de la République, sur la proposition du Directeur du Réseau, fixe le crédit affecté aux gratifications.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1945, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mars 1945.

J. NOUTARY.

Approuvé par radiotélégramme n° 6 P du 9 janvier 1946 du Ministre des colonies.

ARRETE N° 116 TPT. du 1^{er} mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des Colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires du personnel colonial notamment en son article 90 bis et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 27 septembre 1943, relatif à la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents en service en A.O.F.;

Vu l'arrêté n° 70 F. du 5 février 1944, fixant à nouveau la réglementation des indemnités pour travaux et heures supplémentaires;

Le Conseil d'Administration entendu;

Sous réserve de l'approbation par le Ministre des Colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER — Les dispositions de l'article 7 — 2° de l'arrêté n° 70 du 5 février 1944 — Autres travaux complémentaires — sont ainsi complétées :

« C. — Toutefois, le maximum de 25 heures par mois pourra être dépassé, lorsque les travaux effectués seront compensés par des recettes budgétaires et que

la compensation en temps n'aura pas été possible (Agents assurant et concourant au Service du Wharf, en dehors des heures normales de service, lors de la présence de navires sur rade, notamment) ».

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1944, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mars 1945.

J. NOUTARY.

Approuvé par radiotélégramme n° 6 P du 9 janvier 1946 du Ministre des colonies.

Douanes

ARRETE N° 683 D. du 27 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment l'article 74 paragraphe B;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'A.O.F. et le Togo en ce qui concerne les tarifs fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté N° 687 F. en date du 8 décembre 1942, supprimant les taxes indirectes adventives et modifiant les droits fiscaux d'entrée et de sortie, dans le territoire du Togo, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté N° 3154 DGR/D. en date du 13 octobre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F. modifiant la quotité du droit de sortie sur les bois;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le Haut-Commissaire de la République en Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'arrêté N° 687 F. du 8 décembre 1942 est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne la quotité du droit de sortie sur les produits suivants :

NUMEROS DU TARIF et de la nomenclature officielle	DESIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ de perception	QUOTITÉ des droits
298 à 306 inclus et 313 à 322 inclus	Bois de toutes sortes, ronds bruts équarris ou sciés	Valeur	6 %

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par arrêté général n° 63 DGF/D. du 5 janvier 1946.

Régime de la solde

ARRETE N° 724 F. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu l'ordonnance N° 45-1530 du 11 juillet 1945 relative à la révision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les actes qui l'ont modifié;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 15 avril 1945 les fonctionnaires des cadres locaux européens du Togo bénéficieront, quelle que soit la colonie dans laquelle ils sont ou étaient en service, d'une solde unique. Cette solde unique leur est attribuée, soit dans la position de service dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, soit dans la position de permission, de congé rétribué ou de détention en France.

La position du fonctionnaire non originaire de l'A.O.F. ou du Togo, en cours de traversée, se rendant à la colonie ou en revenant, en congé ou en permission est assimilée au point de vue traitement, à la position de service outre-mer.

La solde unique se substitue à la solde de présence dont elle a tous les caractères. Elle est exclusive de l'indemnité de résidence familiale et son montant est égal à celui du traitement fixé par les statuts propres à chaque cadre local européen majoré de quatre dixièmes pour les agents européens et de vingt cinq pour cent pour ceux d'origine africaine, lorsque ces derniers servent hors de leur colonie d'origine.

Toutefois sont considérés comme servant dans leur colonie d'origine :

Les fonctionnaires d'origine africaine originaires du Togo et du Dahomey en service dans l'un ou l'autre de ces Territoires.

La majoration de quatre dixièmes ne sera pas prise en compte pour le calcul de la retraite. Il en sera de même pour la majoration de 25% prévue à l'alinéa précédent en faveur des fonctionnaires d'origine africaine.

En outre cette majoration cessera d'être versée en cas de prolongation pour quelque motif que ce soit de la permission ou du congé.

Le régime des suppléments locaux (algérien, chérifien, tunisien) est substitué à la majoration prévue ci-dessus en ce qui concerne les fonctionnaires non autochtones des cadres locaux européens du Togo en service en Afrique du Nord.

ART. 2. — Sont supprimés :

1° — le supplément colonial et l'indemnité de dépaysement;

2° — le supplément provisoire de traitement;

3° — l'indemnité de séjour en France;

4° — l'indemnité de service temporaire en France;

5° — les indemnités de direction et de fonctions soumises ou non à la retenue pour pension, les indemnités, allocations diverses, parts de fonds communs, ainsi que, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après, toutes rémunérations allouées sous quelque dénomination que ce soit aux personnels qui font l'objet du présent arrêté.

Les indemnités et allocations visées au présent article cesseront de plein droit d'être attribuées à compter du 1^{er} février 1945 en ce qui concerne le personnel en position de service dans la Métropole et à compter du 15 avril 1945 en ce qui concerne le personnel ne se trouvant pas dans cette position.

Des arrêtés du Commissaire de la République au Togo, après approbation ministérielle fixeront le taux et les conditions d'attribution des indemnités ou allocations dont le maintien serait admis.

Les rémunérations, indemnités, tantièmes, jetons de présence, vacations pour représentation de l'Etat, des Colonies ou des collectivités publiques dans les organismes publics et d'économie mixte et dans les Commissions sont supprimés ou le cas échéant versés au budget local ou à ses annexes dans les conditions déterminées par arrêtés locaux.

Les sommes antérieurement distribuées au titre de parts de fonds communs cesseront d'être réparties et seront régulièrement prises en recette au budget intéressé.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 2 qui précèdent ne seront pas applicables aux indemnités ou allocations limitativement énumérées ci-après :

1° — Allocations de caractère familial.

2° — Indemnités horaires allouées en rémunération des travaux supplémentaires effectivement réalisés, indemnités pour connaissances spéciales ou primes destinées à tenir compte de la valeur des services rendus.

3° — Indemnités représentatives de frais (indemnité de départ colonial, indemnité de représentation, indemnité de frais de bureau, indemnités de déplacement et de tournée).

4° — Allocations et remises afférentes aux opérations intéressant le crédit de l'Etat et des collectivités et établissements publics en engageant la responsabilité personnelle des agents.

5^o — Indemnités de zone perçues en service et en position de permission de congé rétribué et de détention. Toutefois, cette indemnité est réduite de moitié pendant la durée du congé et de la détention, elle cessera d'être versée en cas de prolongation pour quelque motif que ce soit, de la permission ou du congé.

Les conditions d'attribution et le taux des indemnités, primes et allocations prévues aux paragraphes 1^{er} à 5 du présent article seront fixés par arrêté du Commissaire de la République au Togo avec l'agrément préalable du ministre des colonies.

ART. 4. — Dans le cas où l'application des articles 1^{er} et 3 du présent arrêté aboutirait à accorder une rémunération inférieure à celle perçue par application des textes en vigueur le 15 avril 1945, il sera accordé jusqu'à ce que les relèvements éventuels de solde obtenus au titre de l'avancement ou de l'indemnité de zone viennent compenser la différence, une indemnité provisoire personnelle compensatrice, destinée à ramener la rémunération des fonctionnaires intéressés au montant de celle effectivement perçue à la date du 15 avril 1945.

ART. 5. — Sont abrogées à compter du 15 avril 1945 toutes dispositions contraires au présent arrêté.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par radiotélégramme n° 10 P. du 18 janvier 1946 du Ministre des colonies.

ARRETE N° 725 F. du 18 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le décret du 11 juillet 1945 relatif à la révision des traitements des fonctionnaires coloniaux des cadres généraux;

Vu l'arrêté local n° 724 F. du 18 décembre 1945 relatif au régime de la solde et des allocations accessoires des cadres locaux européens du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires d'origine africaine des cadres locaux européens du Togo qui, en service au Territoire, recevaient un accessoire de solde dit « indemnité spéciale de charge » et qui, depuis le 1^{er} janvier 1943, ont été admis à conserver cet avantage à titre personnel bénéficieront jusqu'à prochaine mutation dans une autre colonie de la majoration de traitement de 25%, prévue par l'arrêté n° 724 F. du 18 décembre 1945.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 15 avril 1945 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par radiotélégramme n° 10 P. du 18 janvier 1946 du Ministre des colonies.

Personnel

Cadre local des infirmiers et infirmières

ARRETE N° 33 P. du 11 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 288/P. du 7 juin 1945 fixant le statut général des cadres locaux indigènes du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 291/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des infirmiers et infirmières;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 (conditions particulières de recrutement) de l'arrêté n° 291/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des infirmiers et infirmières du Togo est modifié comme suit :

« Le recrutement du personnel infirmier du territoire du Togo est assuré exclusivement par l'école « d'infirmiers et infirmières créée à Lomé par l'arrêté n° 274/P. en date du 29 mai 1945.

« Exceptionnellement et par dérogation au paragraphe précédent, peuvent, d'autre part, être admis « dans le cadre local des infirmiers, les candidats « originaires du Togo, titulaires du diplôme de fin « d'études de l'Ecole Jamot de Bobo-Dioulasso (Côte « d'Ivoire), qui auront fait acte de candidature pendant « une période de trois ans depuis leur sortie de l'école.

« Le nombre d'emplois à leur attribuer dans le « cadre local des infirmiers et infirmières du Togo « sera fixé chaque année par décision du Commissaire « de la République sur la proposition du Directeur « local de la Santé publique. ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 11 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Tapioca

ARRETE N° 36 AE. du 12 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo,

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 715 AE. du 18 décembre 1945 fixant le prix d'achat du tapioca pour la récolte 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé à 5.139 francs la tonne pour compter de la parution du présent arrêté le prix d'achat minimum du tapioca au producteur à Anécho.

Les prix dans les autres centres seront fixés par le commandant de cercle compte tenu des seuls frais de transports ferroviaires ou routiers décomptés aux tarifs réglementaires.

ART. 2. — L'arrêté n° 715 susvisé est et demeure abrogé.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, aux bureaux des cercles et subdivisions, P.T.T. et aux autres lieux publics.

Lomé, le 12 janvier 1946.
H. GAUDILLOT.

C. F. T.

Budget annexe — Exercice 1946

ARRETE N° 38 CFT. du 14 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment son article 70;

Vu l'arrêté N° 10 CFT. du 4 janvier 1946, portant fixation et arrêtant le projet de budget annexe de l'Exploitation du Réseau des Chemins de fer du Togo et du Wharf de Lomé de l'exercice 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire le budget annexe de l'Exploitation du chemin de fer du Togo et du Wharf de Lomé, pour l'exercice 1946, approuvé en conseil d'Administration le 4 janvier 1946 et arrêté en recettes et dépenses, à la somme de : Quatre vingt millions trois cent mille francs (80.300.000 frs.)

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1946 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1946.
H. GAUDILLOT.

Métis

ARRETE N° 39 F. du 14 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 607 du 26 novembre 1934 portant réglementation nouvelle des bourses accordées aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo et des allocations attribuées aux jeunes métis résidant au Territoire;

Vu l'arrêté n° 635/F. du 30 décembre 1944 fixant pour l'année 1945 les taux journaliers des allocations aux enfants métis;

Vu les prévisions budgétaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit pour l'année 1946 les taux journaliers des allocations aux enfants métis :

AGES	MÉTIS ENTRETENUS PAR LES FAMILLES OU ABAN- DONNÉS	MÉTIS ENTRETENUS PAR LES MISSIONS ET LES ÉTABLISSE- MENTS PUBLICS OU PRIVÉS
Jusqu'à 7 ans	3,50	5
de 7 à 10 ans	4,50	6
de 10 à 16 ans	6,00	8

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1946.
H. GAUDILLOT.

Elections

ARRETE N° 41 APA. du 15 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 modifié par celle du 9 octobre 1945;

Vu le décret du 30 août 1945;

Vu le décret du 29 décembre 1945 convoquant les collèges électoraux des citoyens du Dahomey-Togo;

Vu le décret du 5 janvier 1910 et notamment son article 6;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'élection complémentaire du 10 février 1946, concernant la désignation d'un membre à l'Assemblée Nationale Constituante, les secteurs électoraux sont les suivants :

1^o — Commune-mixte et Cercle de Lomé — Siège : Lomé

2^o — Cercle d'Anécho — Siège : Anécho

3^o — Cercle du Centre — Siège : Atakpamé

4^o — Cercles de Sokodé et Mango — Siège : Sokodé.

ART. 2. — La liste des bureaux de vote ouverts pour l'élection complémentaire est établie ainsi qu'il suit pour chaque secteur électoral :

1^o — *Secteur électoral de la Commune-Mixte et du Cercle de Lomé*

Locaux

1 bureau de vote à Lomé Mairie

2^o — *Secteur électoral d'Anécho*

1 bureau de vote à Anécho — Ecole d'Adjido

3^o — *Secteur électoral du Cercle du Centre*

a) — 1 bureau de vote à Atakpamé — Ecole régionale.

b) — 1 bureau de vote à Palimé — Ecole régionale

4^o — *Secteur électoral de Sokodé-Mango*

a) — 1 bureau de vote à Sokodé — Ecole régionale

b) — 1 bureau de vote à Lama-Kara — Ecole rurale

c) — 1 bureau de vote à Mango — Ecole régionale.

Lomé, le 15 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Hydrocarbures

ARRETE N° 42 AE. du 16 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu les arrêtés généraux des 30 août et 8 septembre 1943;

Vu la demande collective d'homologation de prix du 7 janvier 1946 de la United Africa Company, de la Cie F.A.O. et des Etablissements R. Eychenne représentant les Sociétés Pétrolières;

Vu l'avis de la commission des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit à compter du 1^{er} novembre 1945 les prix de vente Lomé, taxe de transaction comprise, des hydrocarbures ci-dessous :

1^o — *Essence*. — Prix de gros par fût complet de 200 litres ou de 36 litres :

Fûts de 200 litres 1.694 francs

Fûts de 36 litres 395 —

Prix de vente au litre nu 9,30

2^o — *Pétrole*. — Prix de gros :

Fûts de 204 litres 1.566 francs

Fûts de 37 litres 379 —

Prix de détail : le litre nu 8,60

3^o — *Mazout*. — Prix de gros :

Fûts de 204 litres 1.148 francs

Prix de détail : le litre nu 6,20

4^o — *Auto Gasoil*. — Prix de gros :

Fûts de 200 litres 1.255 francs

Prix de détail : le litre nu 6,90

5^o — *Essence en caisse*. —

Prix de gros par caisse de 36 litres 395 francs

Prix de 1/2 gros par caisse de 36 litres 415 francs

Prix de vente au détail : le litre nu 10,40

6^o — *Pétrole en caisse*. —

Prix de gros par caisse de 37 litres,5 376 francs

Prix de 1/2 gros par caisse de 37 litres,5 395 —

Prix par estagnon 197,50

Prix de détail : le litre nu 9,45

Les prix de vente en dehors de Lomé ne peuvent être majorés que des seuls frais de transport et manutention.

Toutefois dans le cercle de Sokodé, Mango, le prix de vente de la caisse d'essence ou de pétrole peut être majoré de cinq francs.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 16 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Chambre de Commerce

N° 45 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

17 janvier 1946. — Est approuvé le budget de la Chambre de Commerce du Togo pour l'exercice 1946 — arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Un million trois cent soixante huit mille neuf cent quatre vingt francs (1.368.980 frs.).

Energie électrique

DECISION N° 18 TP. du 17 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les propositions en date des 19 novembre, 10 décembre 1945 et 2 janvier 1946 de la Société Concessionnaire;

Le Conseil d'Administration entendu;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique est fixée ainsi qu'il suit pour le premier semestre 1946 :

C ^o	1.175,1919
Cl	5,933
M ^o	1,7242
M ^l	4,217
1 ^o	387,5
II	565.

ART. 2. — En application de ces coefficients, les tarifs à appliquer pendant le premier semestre 1946 sont fixés comme suit :

A — Pour les particuliers :

1 ^o — pour Lomé	Prix du kwh-lumière	11,71
	Prix du kwh-force	9,25
2 ^o — pour Anécho	Prix du kwh-lumière	12,94
	Prix du kwh-force	10,48

B — Pour l'administration :

1 ^o — pour Lomé	Prix du kwh-lumière	9,99
	Prix du kwh-force	8,02
2 ^o — pour Anécho	Prix du kwh-lumière	11,22
	Prix du kwh-force	9,25

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 17 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Huiles industrielles

ARRETE N° 48 AE. du 19 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes subséquents la modifiant ou la complétant;

Vu l'avis de la commission des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés les prix de vente de gros et de détail des huiles industrielles détenues par la Maison R. Eychenne et dont nomenclature suit :

Huile à moteur n° 1617 :

	Frs
Vente en gros, le litre	14,15
Vente au détail, le litre	14,70

Huile à moteur 1253 et 1254 :

Vente en gros, le litre	19,20
Vente en détail, le litre	20,—

Huile à machine 1207 :

Vente en gros, le litre	14,40
Vente au détail, le litre	15,—

Huile à cylindre 1104 :

Vente en gros, le litre	15,10
Vente au détail, le litre	15,70

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, aux bureaux des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 19 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Personnel auxiliaire

ARRETE N° 50 P. du 19 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, services et bureaux du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 305 P. du 7 juin 1945 modifiant les salaires mensuels des agents auxiliaires des cercles, services et bureaux du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 305 P. du 7 juin 1945 modifiant les tableaux annexes I et II du règlement intérieur du 24 février 1944 susvisé est et demeure abrogé pour compter du 15 avril 1945.

ART. 2. — Pour compter de cette même date, les salaires mensuels des agents auxiliaires des cercles, services et bureaux du Territoire, régis par le règlement intérieur du 24 février 1944 sont fixés par les tableaux ci-dessous :

I — PERSONNEL EUROPÉEN

ECHELONS	SALAIRES MENSUELS
8 ^{me} échelon	13.000
7 ^{me} -id-	12.000
6 ^{me} -id-	11.200
5 ^{me} -id-	9.900
4 ^{me} -id-	8.600
3 ^{me} -id-	7.600
2 ^{me} -id-	6.800
1 ^{er} -id-	5.800

II. — PERSONNEL INDIGÈNE

Echelons	Echelle I	Echelle II	Echelle III
	Salaires mensuels	Salaires mensuels	Salaires mensuels
12 ^{me} échelon	3.000	4.000	5.000
11 ^{me} -id-	2.800	3.700	4.600
10 ^{me} -id-	2.600	3.400	4.200
9 ^{me} -id-	2.400	3.000	3.800
8 ^{me} -id-	2.200	2.800	3.540
7 ^{me} -id-	2.050	2.600	3.280
6 ^{me} -id-	1.900	2.400	3.020
5 ^{me} -id-	1.750	2.200	2.760
4 ^{me} -id-	1.600	2.000	2.500
3 ^{me} -id-	1.500	1.850	2.300
2 ^{me} -id-	1.400	1.700	2.100
1 ^{re} -id-	1.300	1.550	1.900

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Police

ARRETE N° 52 APA. du 20 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Résidents Supérieurs et Chefs de territoire, promulgué au Togo par arrêté n° 399 du 27 juillet 1945;

Vu le décret du 22 décembre 1945 abrogeant le décret du 24 mars 1923 sur le régime de l'indigénat;

Vu le télégramme n° 615 du 29 décembre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Seront punis d'un emprisonnement de 1 à 5 jours et d'une amende de 1 à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1^o — Le refus de se rendre, hors le cas de force majeure, en exécution d'une mesure administrative ou de police, à une convocation écrite émanant des chefs de circonscription administrative, des officiers de police judiciaire ou de leurs adjoints régulièrement délégués;

2^o — La détérioration ou la destruction volontaire, dans un but non délictueux, de matériel, bâtiments, jardins ou plantations appartenant à l'Etat ou au Territoire ou de tout ouvrage ou objet d'utilité publique;

3^o — Le refus de recevoir les espèces et monnaies françaises non fausses ni altérées et circulant légalement dans le Territoire, selon la valeur pour laquelle elles ont cours.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 15 janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 53 APA. du 20 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Résidents Supérieurs et Chefs de territoire, promulgué au Togo par arrêté N° 399 du 27 juillet 1945;

Vu le décret du 22 décembre 1945 abrogeant le décret du 24 mars 1923 sur le régime de l'indigénat;

Vu le télégramme N° 615 du 29 décembre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Seront punis d'un emprisonnement de 1 à 15 jours et d'une amende de 1 à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1^o — le refus ou la mauvaise volonté, dûment prouvée, dans l'acquiescement des taxes et impositions;

2^o — tout acte ou toute manifestation publique de nature à affaiblir le respect dû à l'autorité française ou à ses représentants;

3^o — l'abatage dans les centres urbains, d'animaux de boucherie et mise en vente de la viande abattue, sans que les animaux sur pied, et la viande, aient été au préalable visités par l'autorité sanitaire.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 15 janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 54 APA. du 20 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Résidents Supérieurs et Chefs de territoire, promulgué au Togo par arrêté N° 399 du 27 juillet 1945;

Vu le décret du 22 décembre 1945 abrogeant le décret du 24 mars 1923 sur le régime de l'indigénat;

Vu le télégramme N° 615 du 29 décembre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sera punie d'un emprisonnement de 1 à 15 jours et d'une amende de 1 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement :

la non déclaration des maladies contagieuses sévissant sur les hommes et les animaux domestiques.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 15 janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 55 APA. du 20 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Résidents Supérieurs et Chefs de territoire, promulgué au Togo par arrêté N° 399 du 27 juillet 1945;

Vu le décret du 22 décembre 1945 abrogeant le décret du 24 mars 1923 sur le régime de l'indigénat;

Vu le télégramme N° 615 du 29 décembre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sera punie d'une amende de 1 à 300 francs :

L'omission volontaire de la déclaration de changement de résidence lors d'un passage à titre définitif d'une circonscription territoriale dans une autre.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 15 janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 56 APA. du 20 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Résidents Supérieurs et Chefs de territoire, promulgué au Togo par arrêté N° 399 du 27 juillet 1945;

Vu le décret du 22 décembre 1945 abrogeant le décret du 24 mars 1923 sur le régime de l'indigénat;

Vu le télégramme N° 615 du 29 décembre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Seront punies d'un emprisonnement de 1 à 5 jours et d'une amende de 1 à 100 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement :

L'inexécution des mesures d'hygiène et de prophylaxie, prescrites par l'autorité; la négligence ou mauvaise volonté dans l'exécution des mesures prescrites pour la propreté des voies publiques, des cours des habitations et des terrains non bâtis, ainsi que pour l'enlèvement des ordures ménagères.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 15 janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 57 APA. du 20 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Résidents Supérieurs et Chefs de territoire, promulgué au Togo par arrêté N° 399 du 27 juillet 1945;

Vu le décret du 22 décembre 1945 abrogeant le décret du 24 mars 1923 sur le régime de l'indigénat;

Vu le télégramme N° 615 du 29 décembre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sera puni d'un emprisonnement de 1 à 10 jours et d'une amende de 1 à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement :

le refus ou la mauvaise volonté, après mise en demeure, d'exécuter les travaux ou de prêter les concours dûment requis, en cas de calamités ou dans les circonstances intéressant l'ordre, la sécurité ou l'utilité publique.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 15 janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Transports

ARRETE N° 58 AE. du 20 janvier 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 462 T. P. du 25 août 1943 portant fixation des prix maxima des transports automobiles de marchandises;

Vu l'arrêté général 3878 du 9 novembre 1943 abrogeant l'arrêté général 2374 du 29 juin 1943 portant fixation des prix maxima des transports automobiles en A.O.F. et au Togo;

Vu l'arrêté n° 629 T.P. du 20 novembre 1943;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'avis de la commission des prix dans sa séance du 17 janvier 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif maximum des transports automobiles de marchandises est fixé dans l'ensemble du Territoire, quels que soient la charge utile du véhicule et le carburant employé à 6 francs la tonne kilométrique effectivement transportée.

Le tarif est porté à 7 francs sur les parcours montagneux suivants :

Atakpamé-Badou

Route du plateau de Daye à partir de l'embranchement sur la route Atakpamé-Palimé.

ART. 2. — Le tarif maximum du véhicule kilomètre est fixé à trois francs cinquante (quatre francs sur les parcours montagneux) par tonne de charge utile, le parcours étant décompté avec retour au point de départ.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans les bureaux de postes.

ART. 4. — Le chef du service local des transports, le chef du service local des stocks et prix, les commandants de cercle et les chefs de subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Conseil privé du Togo

ARRETE N° 62 Cab. du 22 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret N° 46-6 du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives, promulgué au Togo par arrêté N° 47 CAB. du 18 janvier 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés, pour une période de deux ans, membres du conseil privé du Togo :

1^o — En qualité de membres titulaires
non-fonctionnaires citoyens français

M.M. Siaut Louis, agent fondé de pouvoirs de la Société Générale du Golfe de Guinée
Dole Robert, agent fondé de pouvoirs de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale.

2^o — En qualité de membres titulaires
non-fonctionnaires — non-citoyens

M.M. Ajavon Emmanuel, planteur.
de Souza Félicio, planteur.

3^o — En qualité de membre suppléant
non-fonctionnaire citoyen français

M. Eychenne Raymond, agent fondé de pouvoirs des Etablissements Eychenne.

4^o — En qualité de membre suppléant
non-fonctionnaire — non-citoyen

M. William Mensah, planteur.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet à compter du 18 janvier 1946, date de promulgation du décret du 3 janvier 1946 susvisé, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

P. T. T.

Taxes téléphoniques

ARRETE N° 77 P.T.T. du 23 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la convention passée le 7 octobre 1933 entre le Gouverneur de la Gold-Coast à Accra et le Gouverneur, Commissaire de la République au Togo à Lomé;

Vu la dépêche ministérielle n° 623 du 20 février 1936 donnant l'accord du Département;

Vu le radiotélégramme n° 18 DT. du 9 janvier 1946 du Gouverneur général de l'A.O.F., fixant le coefficient du franc-or servant à établir les taxes télégraphiques du régime international;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les communications téléphoniques échangées entre les bureaux de Lomé, Anécho,

Atakpamé et Palimé d'une part, d'Accra, Kéta, Ada et Denu d'autre part, acquitteront pour compter du 1^{er} février 1946, par unité de conversation (3 minutes) ou fraction, les taxes suivantes :

De Lomé pour	Denu	20.20
	Kéta	40.40
	Ada	80.80
	Accra	121.20
D'Anécho pour	Denu	27.—
	Kéta	47.20
	Ada	87.60
	Accra	128.—
D'Atakpamé pour	Denu	33.70
	Kéta	53.90
	Ada	94.30
	Accra	134.70
De Palimé pour	Denu	33.70
	Kéta	53.90
	Ada	94.30
	Accra	134.70

ART. 2. — La taxe pour conversations de nuit est fixée au double et celle pour conversations urgentes au triple de la taxe des conversations ordinaires.

La taxe pour avis d'appel ou préavis est fixée à 10.10.

Une taxe supplémentaire de 4.60 par kilomètre ou fraction de kilomètre sera perçue au bureau de départ pour les avis d'appel ou préavis devant être remis en dehors du périmètre de distribution gratuite des télégrammes.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Tableau d'avancement — Promotions

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies en date du 17 décembre 1945, ont été inscrits au tableau d'avancement pour compter du 1^{er} juillet 1945, les magistrats coloniaux dont les noms suivent :

A. — SECTION DES MAGISTRATS DES COLONIES AUTRES QUE L'INDOCHINE

7^e — Pour un emploi du 13^e degré

M.M. de Kermadec (Gaston),

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies en date du 17 décembre 1945, ont été promus pour compter du 1^{er} juillet 1945 :

A. — SECTION DES MAGISTRATS DES COLONIES AUTRES QUE L'INDOCHINE

7^e — Magistrats du 13^e degré

M.M. de Kermadec (Gaston),

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Admission

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. du : 21 décembre 1945. — Sont déclarés admis, par ordre de mérite, à l'examen de sortie des cours professionnels des Transmissions, les élèves dont les noms suivent :

SECTION POSTALE

4 Brassier Paul,

10 Le Blond Louis,

15 D'Almeida Stéphan,

SECTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE

4 Ahianor Emmanuel,

16 Pinto Ignacio Marc.

LISTE par ordre de mérite des candidats reçus au concours d'admission dans le cadre commun secondaire des aides-météorologistes de l'A.O.F.

1^o — Santos Pédre — (Togo).

Promotions — Affectations — Classement

Par arrêtés ou décisions du Gouverneur général de l'A.O.F. des :

21 décembre 1945 :

Les auxiliaires surnuméraires, dont les noms suivent, et qui ont subi avec succès les examens de sortie des cours d'enseignement professionnel des Transmissions sont promus dans le cadre secondaire des Transmissions, pour compter du 1^{er} janvier 1946, et affectés comme suit :

Au grade de commis adjoint stagiaire :

SECTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE

M.M. Ahianor Emmanuel (Togo)

Les agents des cadres locaux des Postes, Télégraphes et Téléphones, dont les noms suivent, autorisés à suivre les cours professionnels des Transmissions et ayant subi avec succès les examens de sortie de ces cours, sont remis à la disposition de leur colonie d'origine et classés ainsi qu'il suit dans le cadre secondaire des Transmissions, pour compter du 1^{er} janvier 1946 :

Au grade de commis adjoint de 6^e classe :

M.M. d'Almeida Stéphan, commis adjoint de 4^e classe du cadre local du Togo.

Brassier Paul, commis adjoint de 6^e classe du cadre local du Togo.

Le Blond Louis, facteur-adjoint de 3^e classe du cadre local du Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Passage à l'échelon supérieur de solde

par décision N° 21 P. du :

19 janvier 1946. — Le passage automatique, à l'échelon supérieur de solde parmi le personnel du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo est constaté comme suit :

Pour compter du 1^{er} janvier 1945

Comptable principal après 18 mois

Gbedey Robert, comptable ppal avant 18 mois.

Pour compter du 1^{er} avril 1945

Surveillant principal après 36 mois

Mandon René, surveillant ppal après 18 mois.

Comptable principal après 18 mois

Carl Marcellin, dit Brenner, comptable ppal avant 18 mois.

Surveillant après 18 mois

Dossou Jean, surveillant avant 18 mois.

Pour compter du 1^{er} juillet 1945

Ouvrier d'art après 18 mois

Bour Alfred, ouvrier d'art avant 18 mois.

Pour compter du 1^{er} Octobre 1945

Ouvrier d'art principal après 36 mois

Gablin Maurice, ouvrier d'art ppal après 18 mois.

Pour compter du 1^{er} janvier 1946

Chef ouvrier d'art principal après 2 ans

Stoll René, chef ouvrier d'art ppal avant 2 ans.

Reclassement

Par arrêté N° 49 P. du :

19 janvier 1946. — Les agents du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo sont réclassés comme suit par application des dispositions transitoires de l'article 19 de l'arrêté n° 318/P. du 15 juin 1945 :

NOM et PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE			SITUATION NOUVELLE AU 1 ^{er} /1/1944		
	GRADE	DATE DE NOMINATION	R. S. M.	GRADE	DATE DE NOMINATION	R. S. M.
HORARD Léon	Chef ouvrier d'art hors classe	26/10/1933	1 a. 9 m. 22 j.	Chef ouvrier d'art ppal. après 2 ans .	26/10/1933	dans le grade 1 a. 9 m. 22 j.
STOLL René	Chef ouvrier d'art de 1 ^{re} classe	1/1/1943	2 m. 27 j.	Chef ouvrier d'art ppal. avant 2 ans .	1/1/1944	dans le grade 2 m. 27 jours
GABLIN Maurice	Ouvrier d'art de 2 ^e classe	1/1/1943	Néant	Ouvrier d'art ppal. après 18 mois . . .	1/7/1943	dans le grade 3 m. 27 jrs. dans l'éch. néant
BOUR Alfred	Ouvrier d'art de 4 ^e classe	1/1/1944	Néant	Ouvrier d'art avant 18 mois	1/1/1944	Néant
BERTHON Albert	Chef surveillant de 3 ^e classe	1/1/1943	8 m. 18 j.	Chef surveillant apr. 2 ans	1/7/1941	dans le grade 2 a. 4 m. 13 jours
ANGELETTI Laurent	— do —	1/1/1944	Néant	— do —	1/1/1944	dans le grade 1 m. 26 jours
MANDON René	Surveil. ppal. 3 ^e cl.	1/1/1943	Néant	Surveillant principal après 18 mois . . .	1/1/1942	dans le grade et dans l'éch. 11 m. 27 jrs.
DOSSOU Jean	Surveillant de 4 ^e cl.	10/8/1944	Néant	Surveillant avant 18 mois	10/8/1943	Néant
GBEDEY Robert	Comptable de 2 ^e cl.	1/1/1943	Néant	Comptable principal avant 18 mois . . .	1/7/1943	Néant
CARL Marcellin dit BRENNER	— do —	1/7/1943	4 m. 27 j.	— do —	1/1/1944	4 m. 27 jours

Les arrêtés nos 382/P. et 383/P. du 28 juillet 1944, nos 1/P. et 2/P. du 3 janvier 1945, 637/P. et 640/P. du 17 novembre 1945 portant inscription aux tableaux d'avancement et promotions du personnel des cadres locaux européens du territoire du Togo sont rapportés en ce qui concerne les fonctionnaires du cadre des Travaux Publics.

Le présent arrêté aura effet pécuniaire pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Titularisation

par arrêté N° 73/P. du :

23 janvier 1946. — M. Frédéric Carl dit Brenner, sous-chef de gare stagiaire du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo, est titularisé et nommé sous-chef de gare avant 18 mois, pour compter du 1^{er} janvier 1946, date à laquelle il a accompli l'année de stage réglementaire.

Il est attribué à M. Frédéric Carl dit Brenner un rappel d'ancienneté de 6 mois 17 jours correspondant à la période de service militaire légal qu'il a effectivement accomplie.

Nominations

Par décision N° 23 P. du :

20 janvier 1946. — M. Froelich, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, adjoint au commandant de cercle et chef de la subdivision de Sokodé, est nommé, pour compter de la date de sa prise de service, chef des subdivisions de Mango et Dapango, en remplacement de M. Barma, administrateur-adjoint des colonies, en instance de départ en permission de détente.

Par décision N° 24 P. du :

20 janvier 1946. — M. Dabéziés Georges, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe des Travaux publics des colonies, est nommé chef de la subdivision des Travaux publics du Sud en remplacement de M. Lombard, ingénieur-adjoint de 3^e classe des Travaux publics des colonies, en instance de départ en congé de convalescence.

M. Dabéziés est chargé des fonctions d'agent-voyer de la ville de Lomé et relève, en ce qui concerne celles-ci, de l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé.

La solde et les accessoires de solde de ce fonctionnaire sont à la charge du budget local : chapitre VIII article 3.

M. Dabéziés est chargé, en qualité de chef de la subdivision des Travaux publics du Sud :

- 1^o — de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies ouvertes à la circulation publique et les transports automobiles.
- 2^o — de faire passer l'examen en vue de l'obtention du permis de conduire et d'assurer la réception des véhicules automobiles à Lomé.

3^o — de constater les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation.

4^o — de constater les infractions en matière de production industrielle.

5^o — du contrôle des opérations techniques de détail de l'électricité.

M. Dabéziés devra préalablement, avant toutes constatations, prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

La décision n° 260/TP. du 3 avril 1943 est et demeure rapportée.

Par décision N° 29 P. du :

20 janvier 1946. — M. Renard, chef ouvrier d'art ppal avant 2 ans des Travaux publics A.O.F. est désigné pour remplir les fonctions de chef du garage central p.i. en remplacement de M. Lhuissier sous-chef d'atelier de 2^e classe des chemins de fer du Togo, en instance de rapatriement.

Tableau d'avancement

Par arrêté N° 63 P. du :

23 janvier 1946. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo pour le premier semestre 1946 :

POLICE

Pour le grade de commissaire de police principal de 2^e classe

Ginet Henri, commissaire de police de 1^{re} classe.

TRAVAUX PUBLICS

Pour le grade de chef surveillant avant 2 ans
Mandon René, surveillant ppal après 36 mois.

Promotions

Par arrêté N° 64 P. du :

23 janvier 1946. — Sont promus dans le personnel européen des cadres locaux du Togo pour compter du 1^{er} janvier 1946 :

POLICE

Au grade de commissaire de police principal de 2^e classe

Ginet Henri, commissaire de police de 1^{re} classe.

TRAVAUX PUBLICS

Au grade de chef surveillant avant 2 ans
Mandon René, surveillant ppal après 36 mois.

PERSONNEL INDIGÈNE

Tableau d'avancement

Par arrêté N° 65 P. du :

23 janvier 1946. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres communs secondaires de l'enseignement primaire de l'A.O.F. en service au Togo, pour l'année 1946 :

Pour la 2^e classe du grade d'instituteur principal
Randolph Léopold, instituteur ppal de 3^e classe.

Pour la 4^e classe du grade d'institutrice adjointe
M^{me} Ekué Delphine, institutrice adjointe de 5^e cl.
Mlle Sanvee Régine, institutrice adjointe de 5^e cl.

Par arrêté n° 67 P. du :

23 janvier 1946. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel indigène des cadres locaux du Togo, pour le 1^{er} semestre 1946 :

COMMIS D'ADMINISTRATION

Pour la 1^{re} classe du grade de commis principal
(Au choix)

Gnassounou Paul, commis ppal de 2^e classe.
D'Almeida Hubert, commis ppal de 2^e classe.
Creppy Charles, commis ppal de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de commis principal
(Au choix)

Yévu Joseph, commis ppal de 3^e classe.
Yao Tiédre, commis ppal de 3^e classe.

Pour le grade de commis principal de 3^e classe
(Au choix)

Davi Adolphe, commis de 1^{re} classe.
Kitissou Mathias, commis de 1^{re} classe.
Atayi Emmanuel, commis de 1^{re} classe.
Ajavon Blaise, commis de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire
(Au choix)

Dzélou Michel, commis de 2^e classe.
Folly Ambroise, commis de 2^e classe.

Pour le grade de commis de 2^e classe
(Au choix)

Hantz Richard, commis-adjoint de 1^{re} classe.
Mèbounou Michel, commis-adjoint de 1^{re} classe.
Eyébiyi Samuel, commis-adjoint de 1^{re} classe.
Gbedey Théophile, commis-adjoint de 1^{re} classe.
Abaglo Cosme, commis-adjoint de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis adjoint
(Au choix)

Amouzou Adolphe, commis-adjoint de 2^e classe.
Moévi Sébastien, commis-adjoint de 2^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de commis adjoint
(Au choix)

Amégan André, commis-adjoint de 4^e classe.

Pour la 5^e classe du grade de commis adjoint
(au choix)

Adjety Adjévi Nicolas, commis-adjoint de 6^e classe.
Ganfon Symphorien, commis-adjoint de 6^e classe.
Limoan Lazare, commis-adjoint de 6^e classe.
Amouzou John, commis-adjoint de 6^e classe.

SERVICE DE L'AGRICULTURE

Pour la 2^e classe du grade de moniteur ordinaire
(Au choix)

Ookounous Rémy, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur ordinaire de 4^e classe
(Au choix)

Akakpo Léonard, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.
Tossou Michel, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.
Napporn Théophile, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.
Allagbo Thomas, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.

Pour la 2^e classe du grade de moniteur adjoint
(Au choix)

Bédou Vincent, moniteur-adjoint de 3^e classe.

SERVICE DE SANTÉ

Pour la 1^{re} classe du grade d'infirmier principal
(Au choix)

Koumi Noël, infirmier ppal de 2^e classe.
Lawson Anna (née Seddoh), infirmière ppale de 2^e cl.

Pour la 2^e classe du grade d'infirmier principal
(Au choix)

Agbélekpôé Lucas, infirmier ppal de 3^e classe.
Gonçalvès Marie, infirmière ppale de 3^e classe.
Régent Claude, infirmier ppal de 3^e classe.
Panou Robert, infirmier ppal de 3^e classe.

Pour le grade d'infirmier principal de 3^e classe
(Au choix)

Anthony Joseph, infirmier de 1^{re} classe.
Moutin Henri, infirmier de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'infirmier ordinaire
(A l'ancienneté)

Kpodar Juste, infirmier de 2^e classe.
Anani Robert, infirmier de 2^e classe.

*Pour la 1^{re} classe du grade de
brigadier-chef d'hygiène*
(Au choix)

Akakpovi Appollinaire, brigadier chef d'hygiène de 2^e classe.

(A l'ancienneté)

Blabou Jacob, brigadier chef d'hygiène de 2^e cl.

Pour le grade de brigadier de 2^e classe
(Au choix)

Botchoé Bernard, garde d'hygiène de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de garde d'hygiène
(A l'ancienneté)

Técco Justin, garde d'hygiène de 2^e classe.
Byll Barthélemy, garde d'hygiène de 2^e classe.

RÉSEAU DU CHEMIN DE FER ET WHARF

*Pour le grade de chef de station
principal de 3^e classe*

(Au choix)

Tâté Antoine, chef de station de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de chef de station
(Au choix)

Dovi Jonathan, chef de station de 2^e classe.
D'Almeida Maurice, chef de station de 2^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de facteur

(Au choix)

Bédjean Simon, facteur de 2^e classe.
 Akolly Augustin, facteur de 2^e classe.
 Mensah Attoh Honoré, facteur de 2^e classe.
 Gbaguidi Pascal, facteur de 2^e classe.
 Aghey Antoine, facteur de 2^e classe.
 Achille Alexandre, facteur de 2^e classe.
 Ocloo Primus, facteur de 2^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de facteur

(A l'ancienneté)

Duèvi Augustin, facteur de 4^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de chef mécanicien

(Au choix)

Vidjrakou, chef mécanicien de 2^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de mécanicien

(Au choix)

Dégan Simon, mécanicien de 2^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de mécanicien

(Au choix)

Anatoh Nicolas, mécanicien de 4^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de maître-ouvrier principal

(Au choix)

Akomachry Marcellin Hyacinthe, maître-ouvrier ppal. de 3^e classe.

Ruffino Paul, maître-ouvrier ppal de 3^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de maître-ouvrier

(Au choix)

Abotchie Wendelinus, maître-ouvrier de 2^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire

(Au choix)

Sant'Anna Michel, ouvrier de 2^e classe.
 Aménouvékou Martin, ouvrier de 2^e classe.
 Dékpo Etienne, ouvrier de 2^e classe.
 Amouzou Aballo, ouvrier de 2^e classe.
 Adamah Gérard, ouvrier de 2^e classe.
 Agbalou Falana Soulé, ouvrier de 2^e classe.
 Agbodo Sédjro Michel, ouvrier de 2^e classe.

Pour la 3^e classe du grade d'ouvrier ordinaire

(Au choix)

Koudawoo Fidélus, ouvrier de 4^e classe.
 Amah Kagni Stéphan, ouvrier de 4^e classe.
 Abattan Prudence, ouvrier de 4^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de chef d'équipe

(Au choix)

Koutodjo Maurice, chef d'équipe de 2^e classe.
 Têko Charles, chef d'équipe de 2^e classe.
 N'Kékési Léonard, chef d'équipe de 2^e classe.
 Wothor Louis, chef d'équipe de 2^e classe.
 Akakpovi Mensah, chef d'équipe de 2^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de chef d'équipe

(Au choix)

D'Amleida Etienne, chef d'équipe de 4^e classe.
 Kpéllé Robert, chef d'équipe de 4^e classe.
 Dogbessi Messanvi, chef d'équipe de 4^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de pointeur

(Au choix)

Ahyee Nathaniel, pointeur de 2^e classe.
 Beni Locco Comlavi, pointeur de 2^e classe.

Pour le grade de maître-matelot

(Au choix)

Amétépé James, second-maître matelot.

COMMIS ET PRÉPOSÉS DES DOUANES

Pour la 1^{re} classe du grade de commis principal

(Au choix)

Piétri Lazare, commis ppal de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de commis principal

(Au choix)

Kouévi Cyrus, commis ppal de 3^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de préposé

(Au choix)

Lawson Drackey Joseph, préposé de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de préposé

(Au choix)

Byll Hilaire, préposé de 3^e classe.
 Fabre Louis Henri, préposé de 3^e classe.
 Agbémégnan Jean, préposé de 3^e classe.

Pour la 5^e classe du grade de préposé

(Au choix)

Attiogbé Etienne, préposé de 6^e classe.
 Yigan Joseph, préposé de 6^e classe.
 Aziglossou Emile, préposé de 6^e classe.
 Sossah Cosme, préposé de 6^e classe.

GARDES FORESTIERS

Pour la 1^{re} classe du grade de garde forestier

(Au choix)

Adama Paul, garde forestier de 2^e classe.
 Dossou Florentin, garde forestier de 2^e classe.
 Anagonou Marcellin, garde forestier de 2^e classe.
 Ayouba Assani, garde forestier de 2^e classe.
 Possian Antoine, garde forestier de 2^e classe.

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

Pour le 2^e échelon de la classe exceptionnelle du grade d'instituteur principal

(Au choix)

Amédégnato Richard, instituteur ppal de C.E. 1^{er} échelon.

Vianou Benjamin, instituteur ppal de C.E. 1^{er} échelon.

Kouanvii Laurent, instituteur ppal de C.E. 1^{er} échelon.

Pour la 1^{re} classe du grade d'instituteur principal

(Au choix)

Ekoué Pierre, instituteur ppal de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade d'instituteur principal

(Au choix)

Johnson Georges, instituteur ppal de 3^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'instituteur ordinaire

(Au choix)

Sitti Jean, instituteur ordinaire de 2^e classe.

Houénassou Daniel, instituteur ordinaire de 2^e cl.

Pour la 1^{re} classe du grade d'instituteur-adjoint
(Au choix)

Amah Moorhouse, instituteur adjoint de 2^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de monitrice-adjointe
(Au choix)

Mme Hundt Joséphine (née de Médeiros) monitrice-adjointe de 2^e classe.

Pour la 5^e classe du grade de moniteur-adjoint
(Au choix)

Mensah Logossou Faustin, moniteur de 6^e classe.

Kwaku Simon, moniteur de 6^e classe.

Awuté Stanley Gédéon, moniteur de 6^e classe.

ASSISTANTS DE POLICE

Pour la 2^e classe du grade d'assistant de police adjoint
(Au choix)

Gnofan Mani Michel, assistant-adjoint de 3^e classe.

Pour la 5^e classe du grade d'assistant de police adjoint
(Au choix)

Aguigah Hubert, assistant-adjoint de 6^e classe.

TRANSMISSIONS

P. T. T.

Pour le 2^e échelon de la classe exceptionnelle du grade de commis principal
(Au choix)

Boccovi Ambroise, commis ppal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis principal
(Au choix)

Koffi Jacques, commis ppal de 2^e classe.

Pour le grade de commis principal de 3^e classe
(Au choix)

Dos Reis Justin, commis de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire
(Au choix)

Amaïzo Kouévi, commis de 2^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de commis adjoint
(Au choix)

Gbaguidi Maurice, commis-adjoint de 4^e classe.

Pour la 5^e classe du grade de commis adjoint
(Au choix)

Brassier Paul, commis-adjoint de 6^e classe.

Salako Patrice, commis-adjoint de 6^e classe.

Johnson Pacôme, commis-adjoint de 6^e classe.

Pour le grade de facteur ordinaire de 2^e classe
(Au choix)

Eklouvi Bernard, facteur adjoint de 1^{re} classe.

Pour la 2^e classe du grade de facteur-adjoint
(Au choix)

Sossou François, facteur adjoint de 3^e classe.

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

Pour le grade de maître-ouvrier principal de 3^e classe
(Au choix)

Lantey Henri, maître ouvrier de 1^{re} classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe
(Au choix)

Messan André, ouvrier de 1^{re} classe.

Agbodo Frédéric Wolfgang, ouvrier de 1^{re} classe.

Agbo Kanyî Têko Joseph, ouvrier de 1^{re} classe.

Pour la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire
(Au choix)

Agbodan Jean, ouvrier de 3^e classe.

Koussandja Binoh, ouvrier de 3^e classe.

William Frantz, ouvrier de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade d'ouvrier ordinaire
(Au choix)

Moumouni Sama, ouvrier de 4^e classe.

Kpakpo Gabriel, ouvrier de 4^e classe.

Pour la 4^e classe du grade d'aide-géomètre adjoint
(Au choix)

D'Almeida Alexandre, aide géomètre adjoint de 5^e cl.

Promotions

Par arrêté N° 66 P. du :

23 janvier 1946. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1946 dans le personnel des cadres communs secondaires de l'enseignement primaire de l'A.O.F., en service au Togo :

A la 2^e classe du grade d'instituteur principal
Randolph Léopold, instituteur ppal de 3 classe.

A la 4^e classe du grade d'institutrice adjointe
Mme Ekué Delphine, institutrice adjointe de 5^e cl.
Mlle Sanvee Régine, institutrice adjointe de 5^e cl.

Par arrêté N° 68 P. du :

23 janvier 1946. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1946 dans le personnel des cadres locaux indigènes du Togo :

COMMIS D'ADMINISTRATION

A la 1^{re} classe du grade de commis principal
Gnassounou Paul, commis ppal de 2^e classe.
D'Almeida Hubert, commis ppal de 2^e classe.
Creppy Charles, commis ppal de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de commis principal
Yévu Joseph, commis ppal de 3^e classe.
Yao Tiédre, commis ppal de 3^e classe.

Au grade de commis principal de 3^e classe
Davi Adolphe, commis de 1^{re} classe.
Kitissou Mathias, commis de 1^{re} classe.
Atayi Emmanuel, commis de 1^{re} classe.
Ajavon Blaise, commis de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire
Dzélou Michel, commis de 2^e classe.
Folly Ambroise, commis de 2^e classe.

Au grade de commis de 2^e classe
Hantz Richard, commis-adjoint de 1^{re} classe.
Mèbounou Michel, commis-adjoint de 1^{re} classe.
Eyébiyi Samuel, commis-adjoint de 1^{re} classe.
Gbedey Théophile, commis-adjoint de 1^{re} classe.
Abaglo Cosme, commis-adjoint de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de commis-adjoint
Amouzou Adolphe, commis-adjoint de 2^e classe.
Moèvi Sébastien, commis-adjoint de 2^e classe.

A la 3^e classe du grade de commis-adjoint
Amégan André, commis-adjoint de 4^e classe.

A la 5^e classe du grade de commis-adjoint
Adjetei Adjévi Nicolas, commis-adjoint de 6^e classe.
Ganfou Symphorien, commis-adjoint de 6^e classe.
Limoan Lazare, commis-adjoint de 6^e classe.
Amouzou John, commis-adjoint de 6^e classe.

MONITEURS DE L'AGRICULTURE

A la 2^e classe du grade de moniteur ordinaire
Gokounous Rémy, moniteur de 3^e classe.

Au grade de moniteur ordinaire de 4^e classe
Akakpo Léonard, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.
Tossou Michel, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.
Napporn Théophile, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.
Allagbo Thomas, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.

A la 2^e classe du grade de moniteur-adjoint
Bédou Vincent, moniteur-adjoint de 3^e classe.

INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES DE L'A. M. I.

A la 1^{re} classe du grade d'infirmier principal
Koumi Noël, infirmier ppal de 2^e classe.
Lawson Anna (née Seddoh), infirmière ppale de 2^e cl.

A la 2^e classe du grade d'infirmier principal
Agbélekpé Lucas, infirmier ppal de 3^e classe.
Gonçalves Marie, infirmière ppale de 3^e classe.
Régent Claude, infirmier ppal de 3^e classe.
Panou Robert, infirmier ppal de 3^e classe.

Au grade d'infirmier principal de 3^e classe
Anthony Joseph, infirmier de 1^{re} classe.
Moutin Henri, infirmier de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade d'infirmier ordinaire
Kpodar Juste, infirmier de 2^e classe.
Anani Robert, infirmier de 2^e classe, (conserve 1 an 11 mois 2 jours de RSM).

GARDES D'HYGIÈNE

A la 1^{re} classe du grade de brigadier chef
Akakpovi Appollinaire, brigadier chef de 2^e classe.
Blabou Jacob, brigadier chef de 2^e classe.

Au grade de brigadier de 2^e classe
Botchoé Bernard, garde de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de garde
Técoo Justin, garde de 2^e classe.
Byll Barthélemy, garde de 2^e classe.

PERSONNEL DU RÉSEAU DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF

Au grade de chef de station principal de 3^e classe
Tété Antoine, chef de station de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de chef de station
Dovi Jonathan, chef de station de 2^e classe.
D'Almeida Maurice, chef de station de 2^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de facteur

Bédjean Simon, facteur de 2^e classe.
Akolly Augustin, facteur de 2^e classe.
Mensah Attou Honoré, facteur de 2^e classe.
Gbaguidi Pascal, facteur de 2^e classe.
Aghey Antoine, facteur de 2^e classe.
Achille Alexandre, facteur de 2^e classe.
Ocloo Primus, facteur de 2^e classe.

A la 3^e classe du grade de facteur

Duèvi Augustin, facteur de 4^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de chef mécanicien
Vidjakou, chef mécanicien de 2^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de mécanicien
Dégan Simon, mécanicien de 2^e classe.

A la 3^e classe du grade de mécanicien
Anatoh Nicolas, mécanicien de 4^e classe.

A la 2^e classe du grade de maître-ouvrier principal
Akomachry Hyacinthe Marcellin, maître-ouvrier ppal. de 3^e classe.

Ruffino Paul, maître-ouvrier ppal de 3^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de maître-ouvrier
Abotchie Wendelinus, maître-ouvrier de 2^e classe.

A la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire
Sant'Anna Michel, ouvrier de 2^e classe.
Aménouvékou Martin, ouvrier de 2^e classe.
Dékpo Etienne, ouvrier de 2^e classe.
Amouzou Aballo, ouvrier de 2^e classe.
Adamah Gérard, ouvrier de 2^e classe.
Agbalou Falana Soulé, ouvrier de 2^e classe.
Agbodo Sédjro Michel, ouvrier de 2^e classe.

A la 3^e classe du grade d'ouvrier ordinaire
Koudawoo Fidélius, ouvrier de 4^e classe.
Amah Kagni Stéphan, ouvrier de 4^e classe.
Abattan Prudence, ouvrier de 4^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de chef d'équipe
Koutodjo Maurice, chef d'équipe de 2^e classe.
Téko Charles, chef d'équipe de 2^e classe.
N'Kékési Léonard, chef d'équipe de 2^e classe.
Wothor Louis, chef d'équipe de 2^e classe.
Akakpovi Mensah, chef d'équipe de 2^e classe.

A la 3^e classe du grade de chef d'équipe
D'Amleida Etienne, chef d'équipe de 4^e classe.
Kpéllé Robert, chef d'équipe de 4^e classe.
Dogbessi Messanvi, chef d'équipe de 4^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de pointeur
Ahyee Nathaniel, pointeur de 2^e classe.
Beni Locoo Comlavi, pointeur de 2^e classe.

Au grade de maître-matelot
Amétépé James, second-maître matelot.

COMMIS ET PRÉPOSÉS DE DOUANES

A la 1^{re} classe du grade de commis principal
Piétri Lazare, commis ppal de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de commis principal
Kouévi Cyrus, commis ppal de 3^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de préposé
Lawson Drackey Joseph, préposé de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de préposé

Byll Hilaire, préposé de 3^e classe.
 Fabre Louis Henri, préposé de 3^e classe.
 Agbémégnan Jean, préposé de 3^e classe.

A la 5^e classe du grade de préposé

Attigbé Etienne, préposé de 6^e classe.
 Yigan Joseph, préposé de 6^e classe.
 Aziglossou Emile, préposé de 6^e classe.
 Sossah Cosme, préposé de 6^e classe.

GARDES FORESTIERS

A la 1^{re} classe du grade de garde forestier

Adama Paul, garde de 2^e classe.
 Dossou Florentin, garde de 2^e classe.
 Anagonou Marcellin, garde de 2^e classe.
 Ayouba Assani, garde de 2^e classe.
 Possian Antoine, garde de 2^e classe.

PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT

Au 2^e échelon de la C. E. du grade d'instituteur principal

Amédégnato Richard, instituteur ppal de C.E. 1^{er} échelon.
 Vianou Benjamin, instituteur ppal de C.E. 1^{er} échelon.
 Kouanvii Laurent, instituteur ppal de C.E. 1^{er} échelon.

A la 1^{re} classe du grade d'instituteur principal
 Ekoué Pierre, instituteur ppal de 2^e classe.*A la 2^e classe du grade d'instituteur principal*
 Johnson Georges, instituteur ppal de 3^e classe.*A la 1^{re} classe du grade d'instituteur ordinaire*
 Sitti Jean, instituteur ordinaire de 2^e classe.
 Houénassou Daniel, instituteur ordinaire de 2^e cl.*A la 1^{re} classe du grade d'instituteur adjoint*
 Amah Moorhouse, instituteur adjoint de 2^e classe.*A la 1^{re} classe du grade de monitrice-adjointe*
 Mme Hundt Joséphine (née de Médeiros) monitrice-adjointe de 2^e classe.*A la 5^e classe du grade de moniteur-adjoint*
 Mensah Logossou Faustin, moniteur adjoint de 6^e cl.
 Kwaku Simon, moniteur adjoint de 6^e classe.
 Awuté Stanley Gédéon, moniteur adjoint de 6^e cl.

ASSISTANTS DE POLICE

A la 2^e classe du grade d'assistant de police adjoint
 Cnofan Mani Michel, assistant-adjoint de 3^e classe.*A la 5^e classe du grade d'assistant de police adjoint*
 Aguigah Hubert, assistant-adjoint de 6^e classe.

TRANSMISSIONS

P. T. T.

Au 2^e échelon de la C. E. du grade de commis principal

Bocoovi Ambroise, commis ppal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon.

A la 1^{re} classe du grade de commis principal
 Koffi Jacques, commis ppal de 2^e classe.*Au grade de commis principal de 3^e classe*
 Dos Reis Justin, commis de 1^{re} classe.*A la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire*
 Amaizo Kouévi, commis de 2^e classe.*A la 3^e classe du grade de commis-adjoint*
 Gbaguidi Maurice, commis-adjoint de 4^e classe.*A la 5^e classe du grade de commis-adjoint*
 Brassier Paul, commis-adjoint de 6^e classe.
 Salako Patrice, commis-adjoint de 6^e classe.
 Johnson Pacôme, commis-adjoint de 6^e classe.*Au grade de facteur ordinaire de 2^e classe*
 Eklouvi Bernard, facteur adjoint de 1^{re} classe.*A la 2^e classe du grade de facteur-adjoint*
 Sossou François, facteur adjoint de 3^e classe.

PERSONNEL DES TRAVAUX PUBLICS

Au grade de maître-ouvrier principal de 3^e classe
 Lantey Henri, maître ouvrier de 1^{re} classe.*Au grade de maître ouvrier de 2^e classe*

Mensah André, ouvrier de 1^{re} classe.
 Agbodo Frédéric Wolfgang, ouvrier de 1^{re} classe.
 Agbo Kanyi Téko-Joseph, ouvrier de 1^{re} classe.

A la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire

Agbodan Jean, ouvrier de 3^e classe.
 Koussandja Binoh, ouvrier de 3^e classe.
 William Frantz, ouvrier de 3^e classe.

A la 3^e classe du grade d'ouvrier ordinaire

Moumouni Sama, ouvrier de 4^e classe.
 Kpakpo Gabriel, ouvrier de 4^e classe.

A la 4^e classe du grade d'aide géomètre adjoint
 D'Almeida Alexandre, aide géomètre adjoint de 5^e cl.

Maintien en fonctions

Par arrêté N° 59 P. du :

20 janvier 1946. — Le chef mécanicien de 2^e classe du cadre local indigène des C.F.T., Vidjakou, atteint par la limite d'âge pour la retraite, est maintenu en fonctions pour une nouvelle période d'un an pour compter du 3 janvier 1946.

Affectations

Par décision N° 19 P. du :

18 janvier 1946. — Les moniteurs d'agriculture dont les noms suivent reçoivent les affectations suivantes :

Dékon Antoine, moniteur adjoint de 3^e classe stagiaire, nouvellement agréé est mis à la disposition du chef de la circonscription agricole du sud, pour servir dans la subdivision de Tsévié, (Cercle de Lomé).

Minakpon Sayi Isaac, moniteur-adjoint de 3^e classe stagiaire, nouvellement agréé est mis à la disposition du chef de la circonscription agricole du centre pour servir dans la subdivision d'Atakpamé (Cercle du Centre).

Akplogan Nourou, moniteur adjoint de 3^e classe stagiaire, nouvellement agréé, est mis à la disposition du chef de la circonscription agricole du centre pour servir dans la subdivision de Klouto, en remplacement du moniteur adjoint Bédou Vincent.

Bédou Vincent, moniteur adjoint de 3^e classe, en service à Klouto, est affecté à Atakpamé.

Kpatchavi Jean, moniteur adjoint de 3^e classe stagiaire, nouvellement agréé, est mis à la disposition du chef de la circonscription agricole du nord pour servir dans la subdivision de Sokodé.

par décision N° 20 P. du :

18 janvier 1946. — Le commis d'administration adjoint de 2^e classe Quévison Charles, en service à Atakpamé (Cercle du Centre) est mis à la disposition du Procureur de la République, pour servir au Parquet à Lomé.

Sanctions disciplinaires

Par décision N° 17 P. du :

16 janvier 1946. — Un blâme officiel avec inscription au dossier est infligé à l'assistant de police adjoint de 4^e classe Fumey Gabriel, en service au commissariat de police à Lomé, pour faute grave en service.

Agents auxiliaires

Affectation

Par décision N° 36 P. du :

23 janvier 1946. — L'aide-infirmière auxiliaire Léquessim Alba, en service à Sokodé, est affectée à l'hôpital de Lomé.

Gardes frontières

Titularisation — Prolongation de stage

Par arrêté N° 74 P. du :

23 janvier 1946. — Les gardes-frontières stagiaires du cadre local des douanes du Togo ci-après désignés, qui ont accompli leur année de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés gardes-frontières de 6^e classe :

Pour compter du 27 août 1945 :

Mama Adam, en service à la brigade mobile de Palimé (Subdivision de Klouto).

Pour compter du 22 septembre 1945 :

Akouègnon Thomas, en service au poste des douanes de Bitjabé (Sokodé);

Sossah Bonaventure, en service au poste des douanes de Kpadapé (Klouto);

Assiogbon Just Frumens, en service au poste des douanes de Noépé (Lomé);

Ankou Barnabas, en service au poste des douanes de Badou (Cercle du Centre);

Lawson Espoir, en service au poste des douanes de Mango (Cercle de Mango);

Kouwonou-Emmanuel, en service au poste des douanes de Batomé (Lomé).

Par arrêté N° 75 P. du :

23 janvier 1946. — Le stage du garde-frontière stagiaire Dravie Michel, en service au poste des douanes de Zojo (Cercle de Lomé), est prolongé d'un an pour compter du 22 septembre 1945.

Mise en disponibilité

Par décision N° 37 P. du :

23 janvier 1946. — Le garde-frontière de 5^e classe du cadre local du Togo Attikpo Benoît, en service à Lomé, est placé d'office dans la position de disponibilité pour une période d'un an, pour mauvaise manière habituelle de servir.

Forces de Police

Par arrêté N° 69 B.M. du :

23 janvier 1946. — Sont inscrits au tableau d'avancement du 1^{er} semestre 1946, les gradés et gardes de cercle dont les noms suivent :

POUR LE GRADE D'ADJUDANT-CHEF

Fatouzoun, adjudant, N° Mle 1300, du dépôt des gardes.

POUR LE GRADE D'ADJUDANT

a) Reliquat des tableaux antérieurs

Gnoghé, brigadier-chef de 1^{re} classe, N° Mle 1570, du peloton du Centre (Atakpamé).

Péguedéouendé, brigadier-chef de 1^{re} classe N° Mle 1353, du peloton de Mango (Dapango).

b) Inscriptions nouvelles

Bagnan, brigadier-chef de 1^{re} classe N° Mle 1129, du peloton de Sokodé (Bassari).

POUR LE GRADE DE BRIGADIER-CHEF DE 1^{re} CLASSE
Ziébrou, brigadier-chef de 2^e classe N° Mle 1418, du peloton de Mango (Dapango).

Gouvidé, brigadier-chef de 2^e classe N° Mle 1178, du peloton du Centre (Klouto).

POUR LE GRADE DE BRIGADIER-CHEF DE 2^e CLASSE
Yacouba, brigadier de 1^{re} classe N° Mle 1265, du peloton du Centre (Atakpamé).

POUR LE GRADE DE BRIGADIER DE 1^{re} CLASSE
Fossou, brigadier de 2^e classe N° Mle 1459, du dépôt des gardes.

Kalakassi, brigadier de 2^e classe N° Mle 937, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

Lamboni Komlan, brigadier de 2^e classe N° Mle 1207, du peloton de Mango.

Amidou, brigadier de 2^e classe N° Mle 1502, du peloton de Sokodé (Bassari).

Kokou Lamadjé, brigadier de 2^e classe N° Mle 1177, du peloton de Sokodé (Bassari).

Sodovo Gaston, brigadier de 2^e classe N° Mle 1124, du peloton d'Anécho.

POUR GARDE DE 1^{re} CLASSE

a) Reliquat des tableaux antérieurs

Akoh Yakan, garde de 2^e classe N° Mle 1566, du dépôt des gardes.

Bocoo René, garde de 2^e classe N° Mle 1399, du détachement Police Lomé.

Kadjouma, garde de 2^e classe N° Mle 1342, du détachement Police Lomé.

Savi Togbé, garde de 2^e classe N° Mle 1363, du détachement Police Lomé.

Adjévo Michel, garde de 2^e classe N° Mle 1377, du détachement Police Lomé.

Kataka, garde de 2^e classe N° Mle 1360, du détachement Police Lomé.

Abouté, garde de 2^e classe N° Mle 1174, du peloton du Centre (Atakpamé).

Hékpélé Bidamon, garde de 2^e classe N° Mle 1266, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

Fanton Taraoré, garde de 2^e classe N° Mle 1452, du peloton de Sokodé.

Kissao Tchapo, garde de 2^e classe N° Mle 1479, du peloton de Sokodé (Bassari).

Yobo, garde de 2^e classe N° Mle 1424, du peloton de Mango.

Dolla, garde de 2^e classe N° Mle 1205, du peloton de Mango.

Nahoumpa Agbandaho, garde de 2^e classe N° Mle 1372, du peloton de Mango (Dapango).

Agbété Houanou, garde de 2^e classe N° Mle 1530, du Service de la Sûreté.

Kouanou Tchadako, garde de 2^e classe N° Mle 1470, du peloton de Lomé.

Yao Essim, garde de 2^e classe N° Mle 1447, du peloton de Lomé.

Komandan Sébodji, garde de 2^e classe N° Mle 1497, du peloton de Lomé.

Pamai, garde de 2^e classe N° Mle 1217, du peloton du Centre (Klouto).

Arouna, garde de 2^e classe N° Mle 1281, du peloton du Centre (Klouto).

Yacouba Tchafalo, garde de 2^e classe N° Mle 1339, du peloton du Centre (Klouto).

Lamboni Kombati, garde de 2^e classe N° Mle 1403, du peloton du Centre (Klouto).

Hounsou Hounzandji, garde de 2^e classe N° Mle 1385, du peloton d'Anécho.

Koubodé Hounsou, garde de 2^e classe N° Mle 1397, du peloton d'Anécho.

Kpadé Gazozo, garde de 2^e classe N° Mle 1394, du peloton d'Anécho.

b) Inscriptions nouvelles

Tcha Boudonou, garde de 2^e classe N° Mle 1637, du dépôt des gardes.

Gnéléossé Tchambou, garde de 2^e classe N° Mle 1626, du dépôt des gardes.

Kondian Kombati, garde de 2^e classe N° Mle 1623, du dépôt des gardes.

Laré Lamboni, garde de 2^e classe N° Mle 1632, du dépôt des gardes.

Ayité Robert, garde de 2^e classe N° Mle 1610, du dépôt des gardes.

Assi Abidé, garde de 2^e classe N° Mle 1561, du dépôt des gardes.

Salifou Agorigo, garde de 2^e classe N° Mle 1282, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

Tiamou, garde de 2^e classe N° Mle 1273, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

Mignigbéna, garde de 2^e classe N° Mle 1410, du détachement Police Lomé.

Zougou, garde de 2^e classe N° Mle 1489, du détachement Police Lomé.

Sondo, garde de 2^e classe N° Mle 1155, du peloton du Centre (Atakpamé).

Issifou Bouraïma, garde de 2^e classe N° Mle 1334, du peloton de Mango.

Lamboa Djink, garde de 2^e classe N° Mle 1437, du peloton de Mango.

Sont nommés aux grades ci-après à compter du 1^{er} janvier 1946 (prise de rang et droit à la solde compris) :

Adjudant

Gnohoué, brigadier-chef de 1^{re} classe N° Mle 1570, du peloton du Centre (Atakpamé).

Péguedéouendé, brigadier-chef de 1^{re} classe N° Mle 1353, du peloton de Mango (Dapango).

Brigadier-chef de 1^{re} classe

Ziébrou, brigadier-chef de 2^e classe N° Mle 1418, du peloton de Mango (Dapango).

Gouvidé, brigadier-chef de 2^e classe N° Mle 1178, du peloton du Centre (Klouto).

Brigadier-chef de 2^e classe

Yacouba, brigadier de 1^{re} classe Mle 1265, du peloton du Centre (Atakpamé).

Brigadier de 1^{re} classe

Fossou, brigadier de 2^e classe Mle 1459, du dépôt des gardes.

Kalakassi, brigadier de 2^e classe Mle 937, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

Lamboni Komlan, brigadier de 2^e classe Mle 1207, du peloton de Mango.

Garde de 1^{re} classe

Akoh Vakan, garde de 2^e classe Mle 1566, du dépôt des gardes.

Bocoo René, garde de 2^e classe Mle 1399, du détachement Police Lomé.

Kadjouma, garde de 2^e classe Mle 1342, du détachement Police Lomé.

Savi Togbé, garde de 2^e classe Mle 1363, du détachement Police Lomé.

Adjévo Michel, garde de 2^e classe Mle 1377, du détachement Police Lomé.

Kataka, garde de 2^e classe Mle 1360, du détachement Police Lomé.

Abouté, garde de 2^e classe Mle 1174, du peloton du Centre (Atakpamé).

Hékpélé Bidamon, garde de 2^e classe Mle 1266, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

Fanton Taraoré, garde de 2^e classe Mle 1452, du peloton de Sokodé.

Kissao Tchapo, garde de 2^e classe Mle 1479, du peloton de Sokodé (Bassari).

Yobo, garde de 2^e classe Mle 1424, du peloton de Mango.

Dolla, garde de 2^e classe Mle 1205, du peloton de Mango.

Nahoumpa Agbandaho, garde de 2^e classe Mle 1372, du peloton de Mango (Dapango).

Agbété Houanou, garde de 2^e classe Mle 1530, du Service de la Sûreté.

Kouanou Tchadako, garde de 2^e classe Mle 1470, du peloton de Lomé.

Yao Essim, garde de 2^e classe Mle 1447, du peloton de Lomé.

Komandan Sétodji, garde de 2^e classe Mle 1497, du peloton de Lomé.

Pamaï, garde de 2^e classe N° Mle 1217, du peloton du Centre (Klouto).

Arouna, garde de 2^e classe Mle 1281, du peloton du Centre (Klouto).

Yacouba Tchafalo, garde de 2^e classe Mle 1339, du peloton du Centre (Klouto).

Lamboni Kombati, garde de 2^e classe Mle 1403, du peloton du Centre (Klouto).

Hounsou Hounzandji, garde de 2^e classe Mle 1385, du peloton d'Anécho.

Koubodé Hounsou, garde de 2^e classe Mle 1397, du peloton d'Anécho.

Kpadé Gazo, garde de 2^e classe Mle 1394, du peloton d'Anécho.

Tcha Boudonou, garde de 2^e classe Mle 1637, du dépôt des gardes.

Gnéléossé Tchambou, garde de 2^e classe Mle 1626, du dépôt des gardes.

Kondian Kombati, garde de 2^e classe Mle 1623, du dépôt des gardes.

Laré Lamboni, garde de 2^e classe Mle 1632, du dépôt des gardes.

Ayité Robert, garde de 2^e classe Mle 1610, du dépôt des gardes.

Assi Abidé, garde de 2^e classe Mle 1361, du dépôt des gardes.

Salifou Agorigo, garde de 2^e classe Mle 1282, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

Tiamou, garde de 2^e classe Mle 1273, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

Mignigbéna, garde de 2^e classe Mle 1410, du détachement Police Lomé.

Zougou, garde de 2^e classe Mle 1489, du détachement Police Lomé.

Sondo, garde de 2^e classe Mle 1155, du peloton du Centre (Atakpamé).

Issifou Bouraïma, garde de 2^e classe Mle 1334, du peloton de Mango.

Lamboa Djink, garde de 2^e classe Mle 1437, du peloton de Mango.

Par arrêté N° 70 B.M. du :

23 janvier 1946. — Sont accordées les gratifications suivantes aux gradés et gardes ci-après désignés :

Gratification de 200 francs

Limbamba Kiéri, brigadier-chef de 2^e classe Mle 1461, du peloton de Lomé (Tsévié).

Mégnissé, brigadier-chef de 1^{re} classe Mle 1571, du peloton du Centre (Klouto).

Gratification de 150 francs

Godonou Antoine, garde de 1^{re} classe Mle 1488, du détachement Police Lomé.

Gbado Michel, garde de 1^{re} classe Mle 1358, du détachement Police Lomé.

Gratification de 100 francs

Salou Boulala, adjudant, Mle 1084, du peloton de Lomé.

Diassibo Outéni, brigadier-chef de 2^e classe Mle 1495, du peloton de Lomé.

Moussa Sy, garde de 1^{re} classe Mle 1290, du peloton de Lomé.

Atchana, brigadier de 1^{re} classe Mle 1101, du peloton de Lomé (Tsévié).

Coalani, brigadier de 2^e classe Mle 677, du peloton de Lomé (Tsévié).

Tchédré Gnané, brigadier de 2^e classe Mle 1313, du peloton de Lomé (Tsévié).

Komlan Amégbézo, garde de 1^{re} classe Mle 1508, du peloton de Lomé (Tsévié).

Toédré Laré, garde de 1^{re} classe Mle 1529, du peloton du Centre (Klouto).

Gbékpo Théophile, garde de 1^{re} classe Mle 1586, du peloton du Centre (Klouto).

Koto, garde de 2^e classe Mle 1310, du peloton du Centre (Klouto).

Gouvidé, brigadier-chef de 2^e classe Mle 1178, du peloton du Centre (Klouto).

Dégouéon Marcel, brigadier de 1^{re} classe Mle 1580, du détachement Police Lomé.

Ibrahim Guédè, brigadier de 2^e classe Mle 1460, du détachement Police Lomé.

Gratification de 75 francs

Dangninou Jean, garde de 1^{re} classe Mle 1386, du peloton de Lomé.

Alaou Balakassi, garde de 1^{re} classe Mle 1544, du peloton de Lomé.

Dansi Akpadji, brigadier de 2^e classe Mle 1392, du peloton de Lomé.

Ayivon Laurent, brigadier de 2^e classe Mle 1471, du peloton de Lomé (Tsévié).

Adjévo Michel, garde de 2^e classe Mle 1377, du détachement Police Lomé.

Gratification de 50 francs

Koffi Katouké, garde de 2^e classe Mle 1485, du peloton de Lomé.

Asso Napo, garde de 2^e classe Mle 1292, du peloton de Lomé.

Boni, garde de 2^e classe Mle 1317, du peloton de Lomé.

Doumoni Tampien, garde de 2^e classe Mle 1548, du peloton de Lomé.

Kandjali Kanyagli, garde de 2^e classe Mle 1511, du peloton de Lomé.

Ibrahima Salifou, garde de 1^{re} classe Mle 1384, du peloton de Lomé (Tsévié).

Ménapo, garde de 1^{re} classe Mle 1141, du peloton de Lomé (Tsévié).

Kpabou Kolani, garde de 1^{re} classe Mle 1260, du

peloton de Lomé (Tsévié).

Alassani Yorouma, garde de 1^{re} classe Mle 1318, du peloton de Lomé (Tsévié).

Gratification de 25 francs

Martin Houndjo, garde de 1^{re} classe Mle 885, du peloton de Lomé.

Par arrêté N° 71 B.M. du :

23 janvier 1946. — Sont licenciés pour « indécatesse » et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Togo pour compter du 1^{er} février 1946, les gardes dont les noms suivent :

Aklobèssi Rémy, brigadier de 2^e classe Mle 1243, du détachement Police Lomé.

Odjo Pierre, garde de 2^e classe Mle 1212, du détachement Police Lomé.

La gratuité du transport leur est accordée pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

DIVERS

Camp d'aviation

Avance

Par arrêté n° 76 TP. du :

23 janvier 1946. — Une avance de Cent mille francs (100.000 frs.) renouvelable et scindable en deux mandats de Cinquante mille francs (50.000 frs.) est mise à la disposition de M. Folly Michel, comptable des travaux publics à Lomé, en vue d'assurer le paiement des dépenses d'entretien et de nourriture de la main-d'œuvre cabraise recrutée pour les travaux du camp d'aviation.

M. Folly Michel aura droit à l'indemnité prévue à l'arrêté n° 69 F. du 5 février 1944.

Les avances faites au compte du budget local, seront justifiées conformément aux prescriptions de l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

Les dépenses sont imputables au chapitre XXII, article 3, paragraphe 2, du budget local.

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 598 TP. du 27 novembre 1944.

Commissions

Par décision n° 31 APA. du :

21 janvier 1946. — M. de Kermadec Gaston, président intérimaire du tribunal de 1^{re} instance de Lomé, est nommé membre de la commission désignée par décision n° 501/APA. du 4 septembre 1945 et chargée d'examiner les demandes d'indemnités pour dommages matériels formulées par les personnes non fonctionnaires, victimes de l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat Français », en remplacement de M. Cadore Marcel, en instance de départ en congé.

Par décision n° 34 AE. du :

23 janvier 1946. — Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté 1042 du 8 avril 1944, une commission composée de :

M.M. Vaudiau, administrateur des colonies, commissaire du gouvernement,

Baranger, chef du service des contributions directes,

Polygone, délégué du chef du service des douanes,

Siaut, président de la chambre de commerce du Togo,

se réunira sur la convocation du commissaire du gouvernement à l'effet d'examiner la demande formulée par M. Diab Nassar, tendant à obtenir un pourcentage sur la répartition des marchandises importées sous contrôle administratif, de déterminer l'importance du préjudice commercial subi et de faire des propositions concernant les attributions à effectuer en compensation.

Conseil d'arbitrage de travail

Par arrêté n° 34 APA. du :

11 janvier 1946. — M. Moindrot (Sylvain), agent de la S.G.G.G. à Atakpamé, est nommé assesseur titulaire auprès du conseil d'arbitrage de travail indigène du cercle du Centre pour l'année 1946, en remplacement de M. Azémard (Pierre).

Justice

Par arrêté n° 35 APA. du :

11 janvier 1946. — La liste des assesseurs européens près le tribunal criminel d'Atakpamé pour l'année 1946 est modifiée comme suit :

M. Moindrot (Sylvain), agent de la S.G.G.G. à Atakpamé, est nommé assesseur européen près le tribunal criminel d'Atakpamé pour l'année 1946, en remplacement de M. Azémard (Pierre).

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 72 APA. du :

23 janvier 1946. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé à la nommée Mensah Frieda Télé, condamnée par l'arrêt de la cour d'appel de l'A.O.F. de Dakar en date du 16 août 1944 à 2 ans d'emprisonnement et à 35.000 francs d'amende.

Observateurs météorologistes

Par décision n° 33 F. du :

22 janvier 1946. — Les indemnités forfaitaires prévues à l'annexe à l'arrêté n° 70 F. du 5 février 1944 paragraphe a (service météorologique) sont accordées pour l'année 1946 aux observateurs météorologistes ci-après :

Palimé : le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Klouto : le préposé, chef du poste des douanes.

Nuatja : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Pagouda : le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Bassari : le chef de la subdivision administrative.
 Agbélouvé : le chef de gare indigène.
 Aklakou : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Amlamé : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Anécho : l'agent spécial.
 Assahoun : le chef de gare indigène.
 Atitogon : l'infirmier indigène.
 Blitta : le chef de gare indigène.
 Dapango : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Daye-Kakpa : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Glékové : le chef de gare indigène.
 Guérin-Kouka : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Kandé : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Kougnohou : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Kpélé-Goudévé : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Kpessi : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Lama-Kara : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Mission-Tové : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Tabligbo : l'infirmier indigène.
 Tchamba : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 Tchéko-Dédéko : l'infirmier indigène.
 Togblékové : l'agent forestier indigène.
 Tsévié : l'aide-médecin indigène chargé du dispensaire.
 Yégué : le maître indigène chargé de l'école officielle.
 L'indemnité forfaitaire prévue à l'annexe à l'arrêté n° 70 F. du 5 février 1944, paragraphe e) est accordée pour l'année 1946 à l'observateur météorologiste ci-après :
 Alédjo : le Révérend Père, chef de la Mission Catholique.
 La présente décision abroge la précédente et aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1946.

Presse

Par décision n° 30 APA. du :
 21 janvier 1946. — M. Guérin, receveur de l'enregistrement des domaines et du timbre à Lomé, est nommé directeur de publication du journal « Le Togo Français » conformément aux prescriptions de l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1944, en remplacement de M. Bonnard, chef du service de l'exploitation du chemin de fer du Togo, en instance de rapatriement.

Résidence obligatoire

Par arrêté n° 51 APA. du :

19 janvier 1946. — Le nommé Alassani Djabadjo, né à Katchamba (subdivision de Bassari — cercle de Sokodé) vers 1899, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision de Bassari (cercle de Sokodé) pour la durée fixée par le jugement du 6 mars 1941 du tribunal du 1^{er} degré d'Atakpamé.

Les nommés : 1° — Améhoupko, né à Vokoutimé (cercle d'Anécho) vers 1891, 2° — Gnagblondjro, né à Vokoutimé (cercle d'Anécho) vers 1903 et 3° — Sanou dit Gbado, né à Vokoutimé (cercle d'Anécho) vers 1897, sont astreints à la résidence obligatoire dans le cercle de Sokodé pour la durée fixée par le jugement du tribunal criminel d'Anécho.

Par arrêté n° 61 APA. du :

22 janvier 1946. — Le nommé Simbia Allaré dit Lonan, né à Tégondé (subdivision de Lama-Kara — cercle de Sokodé) vers 1914, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision de Lama-Kara (cercle de Sokodé) pour la durée fixée par le jugement n° 6 du 10 juillet 1944 du tribunal criminel d'Atakpamé.

Secours éventuel

Par décision n° 22 CFT. du :

19 janvier 1946. — Un complément de secours éventuel de 36.475 francs, correspondant à six mois de solde de présence majorée du supplément colonial (nouvelles soldes), déduction faite du secours alloué par décision n° 509 du 6 septembre 1945, est alloué à Madame Bugnard, veuve du chef de district principal après 66 mois.

La dépense correspondante sera imputée au budget annexe du chemin de fer du Togo chapitre 1^{er}.

Subvention

Par décision n° 32 F. du :

22 janvier 1946. — Une subvention de Trente cinq mille francs (35.000 frs.) est accordée à l'Association Mutuelle des Métis du Togo ayant son siège à Lomé.

La dépense est imputable au chapitre XV — article 4 — paragraphe 2 du budget local — exercice 1946.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Or

N° 107 FI. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

8 janvier 1946. — Le prix de l'or titré cédé aux bijoutiers dans les conditions prévues par l'article 11 de l'arrêté du 20 mars 1945 est fixé à francs : 170 le gramme de fin.

Le prix de francs : 120 par gramme de fin fixé par décision du 12 janvier 1944 reste applicable aux cessions faites aux dentistes pour les besoins de leur profession.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Marché

N° 21 — Par arrêté municipal en date du : 19 décembre 1945. — Est créé au quartier Ahanoukopé, un marché qui se tiendra tous les jours de la semaine.

APPROUVÉ :

Le Commissaire de la République au Togo p. i.,
H. GAUDILLOT.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS

Examens professionnels

Les différents examens professionnels prévus par l'arrêté n° 288/p du 7 juin 1945 pour l'avancement des agents des cadres locaux indigènes du Togo auront lieu à Lomé aux dates fixées ci-après :

A) — Examens professionnels pour l'accès à la classe exceptionnelle du grade de principal pour les cadres suivants :

Commis d'Administration;
Assistants de police;
Commis, Mécaniciens et Monteurs électriciens des Transmissions;
Commis des Douanes.

1^o — Epreuves d'instruction générale communes aux agents appartenant aux cadres locaux désignés ci-dessus :

MERCREDI 3 AVRIL 1946

a) de 8 heures à 11 heures : Composition française;
b) de 14 heures à 17 heures : Arithmétique.

2^o — Epreuves de formation professionnelle :

Les épreuves de formation professionnelle spéciales à chacun des cadres ci-dessus auront lieu dans l'ordre suivant :

Pour les commis d'administration
et les assistants de police :

JEUDI 4 AVRIL 1946

1^o — de 8 heures à 11 heures — Interrogation écrite sur l'organisation administrative et judiciaire du Togo;

2^o — de 15 heures à 17 heures — Interrogation écrite sur la géographie du Togo et de l'Afrique occidentale française.

Pour les commis, mécaniciens et monteurs électriciens des Transmissions :

SECTION POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Exploitation (Commis)

VENDREDI 5 AVRIL 1946

1^o — de 7 heures 30 à 8 heures 30 — Interrogation écrite sur le service postal et les services financiers;

2^o — de 8 heures 30 à 9 heures 30 — Interrogation écrite sur l'exploitation télégraphique et téléphonique;

3^o — de 9 heures 30 à 10 heures 30 — Interrogation écrite sur la comptabilité;

4^o — à 10 heures 30 — Epreuve pratique de transmission et de réception.

Pour les commis des douanes

SAMEDI 6 AVRIL 1946

1^o — de 8 heures à 10 heures — La solution de questions de service pratique sur les matières entrant dans les attributions des bureaux et se rapportant aux fonctions de commis;

2^o — de 14 heures à 17 heures — Deux questions écrites sur le régime général des douanes, les contentieux et l'organisation générale du service — Notions générales.

B) — Examens professionnels pour le passage des moniteurs ou monitrices adjoints de 1^{re} classe de l'Enseignement et des infirmiers ou infirmières principaux de 1^{re} classe de l'A. M. I. aux grades de moniteur ou monitrice ordinaire de 2^e classe et d'infirmier ou infirmière en chef de 3^e classe :

Pour les moniteurs de l'Enseignement

LUNDI 8 AVRIL 1946

(L'horaire des épreuves sera fixé par le président de la commission d'examen).

1^o — Composition écrite sur un sujet de pédagogie des classes rurales ou urbaines — durée : 2 heures;

2^o — Analyse d'un texte accompagné de questions portant sur la connaissance de la langue et l'intelligence du texte — durée : 2 heures;

3^o — Interrogation orale sur l'organisation matérielle et pédagogique d'une école rurale ou urbaine — durée : 30 minutes par candidat;

4^o — Appréciation des travaux d'élèves — durée : 30 minutes par candidat;

5^o — Epreuve pratique comportant 2 leçons complètes dans une classe — durée : 1 heure par candidat.

Pour les infirmiers et infirmières de l'A.M.I.

LUNDI 8 AVRIL 1946

(L'horaire des épreuves sera fixé par le président de la commission d'examen).

a) — Pour les candidats employés dans les services de médecine, de chirurgie, d'accouchement et dans les laboratoires :

1^o — Composition écrite sur un sujet élémentaire de séméiologie, de pathologie, de thérapeutique ou de pharmacologie — durée : 1 heure;

2^o — Interrogation orale sur des notions élémentaires d'anatomie et de physiologie humaines — durée : 10 minutes par candidat.

3^o — Interrogation orale sur la technique des soins à donner aux malades ou sur un sujet de petite chirurgie — durée : 10 minutes par candidat.

4^o — Interrogation orale sur des notions élémentaires de séméiologie, pathologie, thérapeutique et pharmacologie — durée : 10 minutes par candidat.

5^o — Exercice pratique sur les soins à donner aux malades ou sur des recherches de laboratoire.

b) — *Pour les candidats employés dans les services de la pharmacie :*

1^a — Composition écrite sur un ou plusieurs sujets de pratique pharmaceutique courante — durée : 1 h.

2^a — Interrogation orale sur les mesures de poids et de volume employées en pharmacie — durée : 10 minutes par candidat ;

3^a — Interrogation orale sur la posologie des médicaments les plus usuels, leur mode d'administration et leurs effets thérapeutiques — durée : 10 minutes par candidat ;

4^a — Exercice pratique portant sur la préparation d'un produit pharmaceutique simple ou l'exécution d'une ordonnance ;

5^a — Exercice de pratique de stérilisation.

c) — *Examens professionnels imposés aux agents provenant des cadres locaux subalternes supprimés ci-après désignés, et devant dépasser dans leurs nouveaux cadres le grade correspondant à la solde maximum de leurs anciens cadres :*

Moniteurs de l'Agriculture ;

Mécaniciens-conducteurs d'automobiles ;

Surveillants de route ;

Opérateurs, ouvriers et chefs d'équipe des Travaux Publics.

Pour les moniteurs d'Agriculture

MARDI 9 AVRIL 1946

(L'horaire des épreuves sera fixé par le président de la commission d'examen).

1^a — Compte rendu sur un sujet se rapportant à l'Agriculture générale, à l'étude agricole d'une région, à l'essai d'une culture — durée : 2 heures ;

2^a — Interrogation orale sur l'arithmétique, le système métrique, la géométrie et l'arpentage — durée : 10 minutes par candidat ;

3^a — Interrogation orale sur les sciences se rapportant à l'Agriculture — durée : 15 minutes par candidat ;

4^a — Une épreuve pratique selon la spécialité de chaque candidat.

Pour les mécaniciens-conducteurs d'automobiles, les surveillants de route et les opérateurs, ouvriers et chefs d'équipe des Travaux Publics :

MARDI 9 AVRIL 1946

1^o — de 7 heures 30 à 9 heures 30 — Rapport écrit sur une question de service ;

A 9 heures 30 — 2^o — Question orale se rapportant à la spécialité du candidat — durée : 30 minutes par candidat ;

3^o — Une épreuve pratique sur la spécialité du candidat.

Les examens professionnels précités auront lieu devant les commissions prévues par les textes particuliers des cadres locaux intéressés.

Les demandes de candidature devront parvenir au Commissaire de la République par la voie hiérarchique le 1^{er} mars 1946 au plus tard, daté de la clôture des inscriptions.

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 25 février 1946 à 10 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Djamadji-Kpota, cercle d'Anécho consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouvent édifiées diverses constructions d'une contenance de 85 ares 57 centiares, et borné à l'est par terrain à Kloutsé et Samuel Sossa, au sud par un passage, à l'ouest par un passage le séparant des terrains de Joseph Creppy et Wilson Adjégan, au nord par la route Lomé-Anécho, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Dadee Alfred Agossou, maçon, demeurant et domicilié à Anécho, agissant 1^o — comme co-proprétaire et 2^o — comme mandataire de son frère, le nommé : Dadee Antoine Kokouvi, employé de commerce demeurant à Ouagbo (Dahomey) également co-proprétaire suivant réquisition du 19 novembre 1945, n^o 1305.

Le mardi 26 février 1946 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, cercle d'Anécho consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 34 ares 03 centiares, et borné à l'est par une rue non dénommée, au sud par le titre foncier n^o 55 à Félício de Souza, à l'ouest par terrain cédé aux héritiers Hunlede, et au nord par une rue non dénommée longeant la voie ferrée Lomé-Anécho, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Raymond Ayité Gaba et consorts, demeurant et domicilié à Anécho et Cotonou, agissant en qualité de co-proprétaire suivant réquisition du 23 novembre 1945, n^o 1306.

Le vendredi 1^{er} mars 1946 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier sur lequel se trouve édifiée une petite case en tôle d'une contenance de 10 ares 07 centiares, et borné à l'ouest par la rue du Kamina, au sud par la rue de la Somme, au nord par terrain à Adjallé, et

à l'est par terrain à Stephan Comlan Gbadago, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Kotokoli Assah Tométi Suzanne revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 23 novembre 1945, n° 1307.

Le mardi 5 mars 1946 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, cercle de Sokodé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un rectangle d'une contenance de 1 ha. 21 a. 77 ca, et borné au nord par le terrain de la Mission Catholique, à l'est et au sud par des rues, à l'ouest par un terrain domanial, dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant le territoire du Togo suivant réquisition du 12 décembre 1945, n° 1310.

Le mardi 5 mars 1946 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, cercle de Sokodé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un parallélogramme d'une contenance de 1 ha. 04 a. 67 ca, et borné au nord, à l'est, au sud et l'ouest par des rues, dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant le territoire du Togo suivant réquisition du 12 décembre 1945, n° 1311.

Le vendredi 5 avril 1946 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja, quartier Agbaladomé, cercle du Centre consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de polygone irrégulier portant des bâtiments à usage d'école d'une contenance de 75 ares 30 centiares, connu sous le nom de station administrative de Nuatja et borné au nord par un passage le séparant du terrain de la Mission Catholique, à l'est par une rue, au sud par un terrain domanial, à l'ouest par une rue et le quartier Agbaladomé, dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France suivant réquisition du 18 novembre 1944, n° 1286.

Le conservateur de la propriété foncière, p. i.,
E. GUÉRIN.

Avis de demande d'immatriculation *au livre foncier du territoire du Togo*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, en mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1315, déposée le 16 janvier 1946, 1^o — le sieur Agbosse Gbonfu profession de propriétaire cultivateur, demeurant et domicilié à Avépozo, cercle de Lomé, agissant en qualité de co-propriétaire, en son nom et en celui des autres co-propriétaires :

2^o — Amagandji Gbonfu, propriétaire cultivateur,
3^o — Koumodji Gbonfu, propriétaire cultivateur,
4^o — Vidoko Gbonfu, propriétaire cultivateur,
tous demeurant et domiciliés à Avépozo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain à usage de plantation et cultures vivrières, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 37 hectares 84 ares situé à Avépozo, cercle de Lomé connu sous le nom de « Fauveglé » et borné au nord par terrains à Yovo Zankpé et au finage du village d'Avépozo, au sud par le domaine public, à l'ouest par terrain à Agbossé Gbonfu et à l'est par terrain à la collectivité Koudakpo.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1316, déposée le 16 janvier 1946, 1^o — le sieur Agbodoglo Koudakpo profession de propriétaire cultivateur, demeurant et domicilié à Avépozo, cercle de Lomé, agissant en qualité de co-propriétaire, en son nom et en celui des autres co-propriétaires :

2^o — Anani Koudakpo, cultivateur,
3^o — Sewonou Koudakpo, cultivateur,
4^o — Aziagblé Koudakpo, cultivateur,
5^o — Kouyo Koudakpo, cultivateur,
6^o — Ekpékpé Koudakpo, cultivateur,
7^o — Bla Koudakpo, cultivateur,
8^o — Foli Koudakpo, cultivateur,
9^o — Koffi Koudakpo, cultivateur,
10^o — Batan Koudakpo, cultivateur,
11^o — Adjété Koudakpo, cultivateur,
12^o — Dgrekouba Koudakpo, cultivateur,
13^o — Louis Koudakpo, cultivateur,
14^o — Akouété Koudakpo, sans profession,
15^o — Kokou Koudakpo, sans profession,
16^o — Nahun Koudakpo, ses héritiers,
17^o — Komlan Koudakpo, cultivateur,
18^o — Kouassi Koudakpo, cultivateur,
19^o — Koussougbo Koudakpo, cultivateur,
20^o — Kokominako Koudakpo, cultivateur,
21^o — Akolassi Koudakpo, cultivateur,
22^o — Sossavi Koudakpo, cultivateur,
23^o — Akpatsa Koudakpo, ses héritiers,

a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain complanté de cocotiers et cultures vivrières, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 66 hectares 70 ares situé à Avépozo, cercle de Lomé connu sous le nom de « Fauveglé », et borné au nord par le finage du village d'Avépozo, au sud par le domaine public, à l'est par le terrain à Akpatsa et à l'ouest par le terrain à la collectivité Gbonfu.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1317, déposée le 17 janvier 1946 le sieur Narcizio Miguel d'Almeida, profession de commerçant-propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, cercle de Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, portant une maison à étage, une boutique et cinq dépendances, toutes construites en briques cuites, couvertes en tôles ondulées à usage d'habitation d'une contenance totale de 9 ares 55 centiares situé à Lomé, quartier n° 8, cercle de Lomé-sud et borné au nord par terrain à Sosou Georges, au sud par terrain à Domingo Tobias, à l'est par terrain à Ahloko Dovi, héritière, nommée Togoévi Dovi, à l'ouest par rue des Haoussah.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière, p. i.,
E. GUÉRIN.

Avis de vente

Le public est informé qu'il sera procédé le Samedi 23 février 1946 à 8 heures, dans les magasins de la Douane de Lomé par les soins de M. le chef de bureau, à la vente aux enchères publiques des marchandises ci-après désignées, en dépôt en douane et non déclarées dans les délais légaux.

- 1 caisse clous
- 1 caisse effets (bagages)
- 1 cantine
- 1 cantine
- 1 valise
- 12 sacs noix de colas desséchées
- 1 colis poste T.S.F.
- 1 caisse pêches
- 1 balle sacs vides
- 1 caisse pêches sèches
- 1 caisse matières techniques
- 5 douzaines perles en cellulose
- 1 balle friperie
- 1 colis silex
- 4 plaques fer plat
- 2 tiges en fer
- 28 pièces poids (à balance)
- 4 fûts en fer vides
- 1 planche

- 1 lampe électrique
- 1 bidon vide
- 2 barres en fer rond
- 1 tuyau en caoutchouc
- 1 sac palmiste
- 1 caisse choucroute
- 1 caisse bagages
- 4 chaises longues
- 1 caisse divers
- 1 fauteuil usagé
- 1 raglan usagé
- 1 fusil de chasse à un coup
- 2 carabines à air comprimé
- 3 barres en fer rond
- 2 toures acide chlorhydrique
- 1 paquet imprimés
- 1 barre fer cornière
- 3 balles sacs vides
- 1 drum divers
- 1 caisse parfumerie
- 1 caisse poudre de talc

La vente aura lieu aux conditions suivantes :

- 1° — Le prix sera payé comptant sous peine de folle enchère;
- 2° — L'Administration se réserve le droit de retirer de la vente les marchandises qui seraient mésestimées;
- 3° — Aucune réclamation ne sera admise après l'enchère, aucune remise ni réfaction ne sera accordée sur le prix d'adjudication;
- 4° — Les marchandises devront être retirées dans les trois jours qui suivront la vente.

Lomé, le 25 janvier 1946.

Le Chef du Bureau des Douanes,
P. POLYGONE.

AVIS

Le public est informé que dorénavant les noms de famille d'Adoté, Adovi, Adoayi, Kpakpo, Moevi, Goeh, Blivi, Bitsi-Bitsi, Ganyi, Messan, etc, etc, se rapportant aux descendants de la tribu « SEMPEY » de Dégbenou Anécho-Togo, seront complétés par celui d'AKUE, le fondateur de la tribu; exemple : Max Goeh AKUE, Pierre Blivi AKUE, Joachim Akpabee AKUE, Thomas Ganyi AKUE, Grégoire Bitsi-Bitsi AKUE, Marcellin Basile AKUE, Barthélemy Adotévi AKUE, etc, etc.

Tous documents, actes etc, portant des adresses ou signatures antérieures conservent leur valeur.

(Anécho-Dégbenou) Sempey, le 1^{er} janvier 1946.

NII AKUE V.

N.B. Le nom de famille AKUESON
est désormais supprimé.